

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

RDC/Congo: à l'Est, la guerre prédatrice continue et prolonge les souffrances de la population

Les pays voisins craignent une extension régionale du conflit

par Peter Küpfer

hd. Kishore Mahbubani, scientifique et diplomate originaire de Singapour, a une nouvelle fois souligné que les problèmes de l'Afrique sont ceux de l'Europe aussi (foreignpolicy.com du 18.2.2025). Le colonialisme et le néocolonialisme européens sont en grande partie responsables des meurtres et du pillage de l'Afrique – jusqu'à nos jours. Le fait que des millions d'Africains issus des pays sub-sahariens affluent depuis des années vers l'Europe fait partie des fruits amers de la politique africaine de l'Europe, laquelle serait bien inspirée de s'intéresser à la situation réelle en Afrique et d'aider les Etats et les peuples africains à surmonter leurs problèmes. Cela vaut également pour la République démocratique du Congo.

Selon les rapports officiels et médiatiques, y compris ceux de l'ONU, du CICR et des porte-paroles de la population civile, l'armée d'intervention, composée du groupe terroriste M23, des troupes régulières rwandaises qui lui sont affiliées et d'autres formations mercenaires associées (ADF-Alliance du Fleuve), poursuit sa progression comme prévu. Comme l'a déclaré publiquement à diverses reprises le porte-parole de ces troupes, un Congolais, haut responsable politique autrefois proche du gouvernement de Joseph Kabila, les objectifs de la coalition – parfaitement équipée et progressant de manière planifiée – qui mène cette guerre à des objectifs qui vont bien au-delà de la partie-Est de la RDC. Il est prévu une avancée des troupes jusqu'à Kinshasa (à plus de mille kilomètres à l'ouest) et donc, une énième «libération», du Congo RDC. Toujours selon ce porte-parole de la coalition, Félix Tshisekedi, le Président actuellement en exercice ne servirait pas les intérêts des Congolais, mais ceux de certains grands groupes d'intérêts internationaux. Ce même commandant (qui pourtant semble aimer la publicité) est cependant resté discret sur l'identité des groupes d'intérêts qui financent ses propres troupes à lui, des mercenaires fort bien équipés. Après la prise de Goma, capitale de

L'Occident global se ressaisit-il enfin pour arrêter les massacres de civils?

pk. Selon la station de radio indépendante est-congolaise Radio Okapi (elle a été mise en place grâce à l'aide suisse au développement dès le début de la crise congolaise dans les années 1990), les gouvernements occidentaux ont clairement condamné ces derniers jours le comportement du Rwanda; certains d'entre eux, et non des moindres, ont parfois pris des mesures en conséquence. Ainsi, le gouvernement britannique a suspendu son soutien financier régulier au développement économique du Rwanda.

La Belgique et la France ont proposé aux pays membres de l'UE un paquet commun «de sanctions à l'impact plus conséquent que les précédentes» à l'adresse du Rwanda. Ces sanctions incluent également l'annulation potentielle du traité de l'UE sur les matières premières stratégiques conclu avec le Rwanda.

Les Etats-Unis ont bloqué les avoirs américains de deux personnages clés dans cette guerre. Sont concernés: le numéro deux de la hiérarchie rwandaise, James Kabarebe, stratège principal et depuis longtemps commandant en chef des troupes rwandaises sur le territoire de la République démocratique du Congo, ainsi que Lawrence Kanyuka, le porte-parole civil du bataillon de mercenaires rwandais M23 qui dirige la nouvelle campagne. Il est considéré comme le cerveau de la prédation rwandaise sur les précieuses matières premières et de leur commercialisation.

La Commissaire européenne en charge de la politique extérieure, Kaja Kallas, a déclaré, le

lundi 24 février 2025, lors de l'ouverture de la 58^e session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, que l'UE avait suspendu ses consultations avec Kigali sur le «concept de défense» du Rwanda.

Toutes ces mesures sont liées à la sollicitation pressante du document final du Conseil de sécurité du 21 février 2025 selon laquelle le Rwanda devrait retirer ses troupes ainsi que celles de la coalition alliée du territoire de la République démocratique du Congo.

A l'ouverture de la réunion, la Première ministre congolaise, Judith Suminwa Tuluka, a souligné la situation insupportable dans laquelle se trouve la population civile, notamment dans les deux villes conquises, Goma et Bukavu. Goma serait privée d'eau potable et d'électricité. Les troupes se livrent à de véritables bains de sang. Elle a cité des chiffres bien plus alarmants que ceux mentionnés jusqu'à présent, tant pour les nouveaux réfugiés sans abri que pour les victimes. Elle a également plaidé avec véhémence pour des sanctions. Mais il y a bien longtemps que les déclarations ne suffisent plus. Il est cependant fort douteux que des sanctions puissent soudainement apporter la paix dans cette guerre pérenne (avec l'implication, la tolérance et même le soutien apporté à l'agresseur rwandais par tous les Etats cités ici, et ce depuis des décennies). Ce qui est décisif, c'est la volonté sincère de faire respecter le droit international.

la province du Nord-Kivu, c'est au tour de Bukavu, ville principale du Sud-Kivu, de tomber entre les mains des agresseurs, pratiquement sans résistance. Les victimes civiles y ont apparemment été moins nombreuses, alors que l'attaque de Goma a fait, selon le CICR, près de 800 morts parmi la population civile et environ 1 400 blessés graves. Lors de l'attaque de Goma, il y a eu des tirs d'artillerie et des obus sont tombés sur des écoles, des hôpitaux et des camps de tentes-bivouacs improvisés dans les environs de la ville. C'est là que, dans les jours précédant l'attaque de Goma, des dizaines de milliers de réfugiés (plus de 100 000 depuis le début des nouveaux combats autour et dans Goma, d'après le décompte du CICR!) et provenant des zones bombardées, situées dans la région

au nord de la ville de Goma, avaient en vain espéré trouver un abri. Lors de ces attaques, puis après, ils ont de nouveau dû fuir. Mais pour aller où? Entre-temps, les bataillons de mercenaires se sont rendus maîtres de la situation, la population civile étant livrée sans protection à leurs exactions. Les troupes régulières de l'armée congolaise ont battu en retraite, parfois en pleine déroute. Une fois de plus, la population civile, victime de la guerre depuis trente ans, se retrouve dans une situation de non-droit, y compris au Sud-Kivu. Les deux villes «conquises» ont été le théâtre de violentes exactions à l'encontre de la population civile, d'importants pillages des commerces et magasins et de viols de masse (voir encadré en bas de page).

Des conditions indicibles

Dans les deux villes, ce sont surtout les aérodromes qui ont été pris pour cible par l'artillerie; ils sont inutilisables pour le trafic aérien. Les populations des deux Kivu sont ainsi coupées de toute aide ou approvisionnement. D'innombrables pillages de magasins d'alimentation et d'entrepôts ont été signalés à Bukavu, commis par les occupants, mais aussi par des soldats et par des civils désespérés. Selon un porte-parole de Bukavu, cité par un média occidental, une grande partie de la population souffre de la faim depuis longtemps déjà. En état de siège permanent, la vie normale s'est éteinte depuis longtemps déjà, les prix des denrées alimentaires ayant considérablement augmenté.

A Goma, les volontaires n'ont pas pu récupérer les corps des victimes civiles. Il n'y avait pas assez de sacs mortuaires, si bien que les corps de nombreuses victimes civiles de l'attaque de la ville sont restés sur place. Entre-temps, le CICR et les experts de l'ONU restés sur place appréhendent la propagation du choléra et d'autres maladies épidémiques.

Des porte-parole de la population civile, mais également le président kenyan, qui, avant la dernière offensive, avait promu des négociations entre les gouvernements congolais et rwandais, de même que le Président du petit Etat voisin du Burundi, craignent que le conflit ne se généralise à la région toute entière.

La complicité occidentale a fermé les yeux sur ce drame vieux de trente ans

Comme en attestent les rapports de l'ONU depuis plus de trente ans, et cela jusqu'ici sans résultat, l'un des principaux motifs des souffrances de la population de l'est du Congo est la prédominance de «terres rares» dans cette région, des ressources minières considérées comme des matières premières «stratégiques», c'est-à-dire indispensables pour les produits de haute technologie, notamment l'armement. Elles font l'objet

suite page 2

Session extraordinaire du Conseil sur la situation des Droits de l'homme dans l'Est de la République démocratique du Congo:

M. Türk alerte sur le risque d'escalade de la violence dans toute la région

7 février 2025, compte rendu de séance

M. Volker Türk, Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'homme, a rappelé suivre de près, depuis des années, la situation des droits humains en République démocratique du Congo (RDC), au sujet de laquelle il s'est dit «énormément inquiet»: Lors de ma visite du pays, en avril 2024, j'ai rencontré des victimes du conflit terrifiant. Parmi eux se sont trouvées des femmes ayant souffert des actes de violence sexuelle indescriptibles. Mon bureau, le Haut-Commissariat aux Droits de l'homme avait tiré la sonnette d'alarme à l'égard de cette crise depuis longtemps déjà et réitéré qu'il est profondément perturbé de constater, une fois de plus, cette escalade de violence.

Depuis le début de l'année, le groupe armé M23, soutenu par les Forces rwandaises de défense, a intensifié son offensive dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. En ce moment, les tensions augmentent dans le Sud-Kivu et, si rien n'est fait, le pire est peut-être encore à venir

pour les habitants de l'est, mais aussi au-delà de la RDC. [...]

Une fois de plus, il y a eu des attaques par le M23 et ses alliés, des armes lourdes utilisées dans des zones peuplées, et des combats intenses avec les forces armées de la RDC et leurs alliés. Tout cela est gravement préoccupant quant au respect des droits humains, et du droit international humanitaire et je condamne toutes les violations et abus. Une fois de plus dans ce conflit accablant, les civils sont pris au piège de la spirale de violence.

Depuis le 26 janvier, près de 3000 personnes ont été tuées et 2880 blessés selon les chiffres officiels qui en réalité sont probablement beaucoup plus élevés. Je suis horrifié par la propagation des violences sexuelles, qui sont un élément effroyable de ce conflit depuis longtemps. Selon des autorités judiciaires, lors de l'évasion massive de la prison de Munzenze à Goma, le 27 janvier, au moins 165 prisonnières ont été violées sexuellement; la plupart

d'entre elles auraient été tuées par la suite, dans un incendie dont les circonstances restent floues. Notre équipe est en train de vérifier de multiples allégations de viol, de viol collectif, et d'esclavage sexuel à travers toutes les zones de combat. [...]

Des centaines de défenseurs des droits humains, de journalistes et de membres de la société civile ont signalé à mon Bureau qu'ils sont menacés ou recherchés par le M23 et les forces rwandaises. Je suis également très préoccupé par la prolifération d'armes et le risque élevé de recrutement et de conscription forcée d'enfants.

Les combats ont exacerbé une crise humanitaire chronique, qui est le résultat de violations persistantes des droits humains. Plus de 500 000 personnes ont été déplacées depuis le début du mois de janvier, chiffre qui s'ajoute aux plus de 6,4 millions de personnes déjà déplacées au cours de ce conflit pérenne. [...]

Le risque d'escalade de la violence dans toute la sous-région n'a jamais été aussi

élevé. Il est fondamental d'analyser l'économie politique de ce conflit aussi. Je suis frappé par le fait que la population de l'est souffre terriblement tandis que beaucoup de produits que nous consommons ou que nous utilisons, comme les téléphones portables, sont nourris par les minéraux provenant de l'est du Congo. Nous sommes donc tous impliqués dans ces atrocités. [...]

Dans de telles circonstances, il est donc crucial d'ouvrir une enquête indépendante et impartiale, mais aussi de traduire en justice les auteurs de violations. Le peuple congolais souffre des horreurs depuis des décennies. Combien d'innocents doivent encore perdre leur vie, pour qu'on puisse voir naître une réelle volonté politique pour résoudre cette crise? Il faut agir de tout urgence pour mettre fin à cette situation tragique.»

Source M. Türk alerte sur le risque d'escalade de la violence dans toute la sous-région 07 février 2025, extraits du protocole en langue française (www.news.un.org)

Retour sur les élections fédérales allemandes

Un constat sans appel: la démocratie allemande est gravement malade

par Karl-Jürgen Müller

En tant que citoyen à double nationalité germano-suisse, mon regard sur les élections fédérales du 23 février est à la foi chargé d'un profond sentiment d'appartenance et d'une bonne distance critique. Je souhaite vivement que la politique allemande s'améliore, avec en politique intérieure plus de liberté et de justice pour mes concitoyens allemands, et en politique étrangère plus d'efforts allemands pour la paix avec tous les Etats du monde. Mais à vrai dire, je n'attendais pas grand-chose du résultat des élections.

La répartition approximative des voix s'était déjà dessinée au cours des semaines précédentes. Si CDU/CSU et SPD devaient former le nouveau gouvernement de coalition, ce ne serait pas une surprise. Mais pas non plus une raison pour être soulagé ou même pour se réjouir.

Résultats des élections ...

Il y a néanmoins des résultats qui méritent réflexion. Par exemple, le taux de participation n'avait plus été aussi élevé depuis près de 40 ans: 82,5%. La dernière fois qu'il était plus élevée, c'était en 1987, avec 84,3%. Selon les experts, ce sont surtout l'*Alternative für Deutschland* (AfD) et *Die Linke* qui en ont profité. Les «mécontents» se seraient davantage rendus aux urnes. Autrement dit: de plus en plus de citoyens ne se contentent pas de vouloir une autre politique, mais expriment aussi cette volonté, cette fois-ci par leur choix électoral.

Il faut aussi relever les résultats électoraux nettement différents en Allemagne de l'Ouest et de l'Est: l'AfD a obtenu 18% des voix à l'Ouest et 32% à l'Est, et y est désormais, et de loin, la première force politique; *Die Linke* a obtenu 7,6% à l'Ouest et 13,4% à l'Est; et l'*Alliance Sahra Wagenknecht* (BSW) 3,9% à l'Ouest et 9,3% à l'Est. Ces trois partis, souvent marginalisés par la majeure partie des élites au pouvoir et des médias ouest-allemands, ont obtenu ensemble la majorité absolue des voix en Allemagne de l'Est: 54,7%.

Et aussi: de très nombreux jeunes électeurs âgés de 18 à 24 ans ont voté pour le parti *Die Linke* ou l'AfD: 25% pour *Die Linke* et 22% pour l'AfD. Cela représente presque la moitié de tous les jeunes électeurs.

Ou encore: 23 députés élus directement dans leur circonscription ne peuvent pas siéger au Bundestag parce que leur parti n'a pas remporté suffisamment de secondes voix (pour le parti) dans la circonscription. C'est le résultat d'une modification de la loi électorale qui donne plus de poids aux partis qu'aux personnalités.

... et démoscopie

La démoscopie tente d'expliquer les résultats électoraux. Le jour des élections, les électeurs sont longuement interrogés¹. Les questions posées ont parfois un caractère manipulateur. Mais les résultats sont tout de même intéressants. Ils reflètent les perceptions des électeurs, sans aborder les causes de ces perceptions.

Certaines choses sont bien compréhensibles. Par exemple, que 82% des personnes interrogées sont insatisfaites du gouvernement fédéral sortant, un niveau d'insatisfaction ja-



Réunion électorale avant l'élection de l'Assemblée nationale de 1848. (photo d'époque/mad)

mais atteint dans l'histoire de la République fédérale. Ou encore: que l'injustice en Allemagne serait croissante. C'est ce que pensent 54% à l'Ouest et même 67% à l'Est du pays. Ou les inquiétudes selon lesquelles «nous n'aurons pas de gouvernement stable après les élections fédérales» (en tête des préoccupations, avec 68%) et que «la démocratie et l'Etat de droit sont en danger» (en deuxième position des préoccupations, avec 65%). Ou que «sur certains sujets, on est exclu si on exprime son opinion» (53%). Ou encore: que «les prix augmentent tellement que je ne puisse pas payer mes factures» (également 53%).

L'influence des médias ...

Les résultats des sondages montrent que les inquiétudes ne sont pas les mêmes pour tout le monde, mais qu'elles varient considérablement en fonction des choix électoraux. Même pour les «inquiétés» qui, si l'on est réaliste, ne sont pas fondées et sont plutôt dues à l'ambiance créée dans le pays par les élites politiques au pouvoir et les médias. Par exemple, le fait que «nous sommes à la merci de Trump et de Poutine» (65% au total, avec de fortes variations selon les choix électoraux). Ou que «l'influence de la Russie sur l'Europe continue de s'accroître» (64% au total, avec là aussi de fortes variations selon les choix électoraux).

La russophobie, on l'a vu une fois de plus, n'est cependant pas aussi prononcée en Allemagne de l'Est qu'en Allemagne de l'Ouest. Le résultat suivant va dans ce sens: alors qu'en Allemagne de l'Ouest, seuls 28% des sondés trouvent «bon qu'il y ait avec le BSW (Alliance Sahra Wagenknecht) un parti qui souhaite obtenir de bonnes relations avec la Russie», ce chiffre atteint 45% en Allemagne de l'Est. Mais même à l'Est, il n'y a pas de majorité qui se prononce en faveur d'une bonne relation avec la Russie. Si l'on ajoute à cela que 47% des personnes interrogées dans toute l'Allemagne trouvent que le politicien SPD *Boris Pistorius* serait un bon chancelier, et cela devant tous les autres candidats, on se demande comment expliquer un tel phénomène; en effet, Pistorius veut réarmer massivement l'Allemagne, rendre les Allemands et l'Allemagne aptes à la guerre, et

depuis qu'il est ministre, il a adopté un ton acerbe contre la Russie.

Je pense que les résultats de tels sondages montrent les conséquences fatales d'une campagne quotidienne coordonnée des médias et des élites contre un autre pays et ses dirigeants politiques.

... en propagande et irritations

Cela m'amène à ma question principale: Où en sommes-nous aujourd'hui en Allemagne (et plus généralement dans nos pays occidentaux) lorsque se pose la question de la rationalité des décisions électorales actuelles? Est-il permis d'encore croire en un citoyen majeur qui, bien informé et suffisamment instruit, prend la meilleure décision de vote pour lui-même, mais aussi pour le bien commun?

Cela ne signifie pas qu'un seul parti est éligible. En politique, il n'y a généralement pas qu'une seule «bonne» décision. Il y a toujours des alternatives équivalentes. Mais il existe aussi des décisions politiques qui vont manifestement à l'encontre non seulement du bien commun, mais aussi de ses propres intérêts. Même *Ernst Fraenkel* et sa théorie allemande du pluralisme formulée après 1945, partait du principe que la diversité des décisions politiques possibles devait se situer dans un cadre fondé sur le droit naturel. Un oui frénétique d'une «majorité» à la question «Voulez-vous la guerre totale?», par exemple, ne peut résolument pas être accepté tel quel. Cela ne pourrait s'expliquer que par une propagande massive exercée au préalable, et l'état de totale irritation psychique et mentale qui en découlerait. La théorie de Fraenkel, exerçant une influence décisive sur la pensée en science politique des décennies allemandes d'après-guerre, a eu du mal avec la notion classique de bien commun, et repose sur la nécessité, en raison d'intérêts différents, de l'existence de différents partis et groupes d'intérêts opposés.

Une démocratie sapée

Le droit de vote est un droit politique fondamental. Les citoyens l'ont obtenu de haute lutte, en Allemagne également. Quelle agitation au sein de la Confédération germanique de l'époque lorsqu'en 1848, pour la première fois dans l'histoire allemande, les hommes adultes ont pu élire un parlement, l'*Assemblée nationale* à l'église Paulskirche de Francfort!

Mais nous savons également que depuis la Première Guerre mondiale, aux Etats-Unis et dans d'autres pays, des personnes influentes comme *Edward Bernays* et *Walter Lippmann* n'ont pas seulement réfléchi à la question, mais ont également conseillé et influencé concrètement les élites au pouvoir sur la manière de tromper la démocratie. Bien que d'un point de vue strictement formel, il s'agisse encore de démocraties, l'utilisation abusive de connaissances psychologiques et la manipulation des «masses» devaient permettre d'assurer la domination des élites.

Lorsque, comme par exemple dans le cas de la Russie, l'opinion des élites et des médias domine si largement, il faut s'attendre à ce qu'une majorité des citoyens adopte cette opi-

nion sans la vérifier, d'autant plus si elle est orientée vers «ceux d'en haut».

Médias sociaux

Et en ce qui concerne le choix des jeunes électeurs: la grande majorité d'entre eux ont un comportement d'information et de communication qui se limite presque entièrement aux médias sociaux. La minutie, la réflexion et la profondeur de l'argumentation y sont négligées. Le soir des élections, les représentants du parti *Die Linke* ont déclaré avec fierté que la réintégration de leur parti au Bundestag, encore considérée comme impossible quelques semaines auparavant, était essentiellement due à l'utilisation très réussie des médias sociaux.

La force de paix fait défaut au nouveau Parlement

J'aurais souhaité que l'*Alliance Sahra Wagenknecht* (BSW) fasse son entrée au Bundestag. En son sein, un nombre de personnalités supérieur à la moyenne s'engagent avec une véritable volonté de paix. Il y a quelques semaines encore, ce nouveau parti était crédité de près de 10% des voix dans les sondages. Le BSW et les personnalités qui se sont exprimées publiquement pour l'*Alliance* n'ont pas changé durant ces quelques semaines. Ce qui a changé étaient les gros titres des médias sur le BSW: désormais, les titres négatifs se succèdent. Ce n'était pas la seule raison des mauvais résultats du BSW. Mais là aussi, l'impression demeure que les médias ont influencé de manière inappropriée le comportement des électeurs, surtout en Allemagne de l'Ouest. Les concitoyens est-allemands ont là aussi fait preuve de plus de vigilance face aux tentatives de manipulation.

Tout cela et bien d'autres choses encore nous amènent à penser que l'Allemagne ne changera pas pour le mieux simplement en créant encore plus de nouveaux partis et en organisant d'autres élections. Il en faut davantage! Ne serait-il pas judicieux d'élever la culture politique du pays à un autre niveau? Un niveau qui exige des fondements démocratiques solides, à commencer par la famille en tant que «cellule fondamentale de la société», en passant par l'éducation et la formation de nos enfants et de nos jeunes, par davantage de relations humaines, jusqu'à la renaissance d'une éthique politique orientée vers la nature sociale et la dignité de l'être humain.

Vision de l'être humain et culture politique

Les entretiens entre l'érudit japonais *Daisaku Ikeda* et l'ancien président soviétique *Mikhaïl Gorbatchev*, publiés sous forme de livre² en 2005, donnent de précieuses pistes de réflexion. Pour la fin de cet article, nous avons donc choisi deux citations tirées de ces échanges.

La première est de Gorbatchev:

«Nous perdons peut-être nos illusions, mais nous ne devons en aucun cas permettre que la confiance dans la raison et la conscience du peuple dont nous sommes issus soit sapée. Un homme politique qui ne croit pas aux forces créatives de son peuple n'a, à mon avis, aucun avenir, car il perd alors lui-même toute capacité à réaliser ou à atteindre quelque chose de grand».

Et se référant au grand écrivain russe *Léon Tolstoï*, Daisaku Ikeda a dit:

«Tolstoï était d'avis que l'idée de liberté se retrouve dans toutes les cultures de l'humanité et que sans elle, aucune moralité, aucune religion et aucun travail créatif ne sont concevables. Je suis fermement convaincu que le fait de considérer l'autre comme son égal est extrêmement important pour que les forces mentales et psychiques des hommes puissent s'épanouir de manière saine, sans compter que cela est également constructif dans un sens pratique. Rien n'est plus destructeur que de passer son temps à sermonner, blâmer et faire la morale. Mais celui qui rencontre l'autre en tant que vis-à-vis égal fera apparaître ses meilleurs côtés, l'encouragera à être ouvert et sincère et libérera par la même occasion ses forces créatrices».

«RDC/Congo: à l'Est ...»

suite de la page 1

d'une prédation impitoyable de la part de certains gouvernements et de leurs lobbies. Tantale, cobalt, lithium et autres – sans ces matières premières rares, aucun téléphone portable, aucune batterie de voiture, aucun ordinateur électronique ne peut fonctionner – mais non plus les drones ou les missiles téléguidés. Entre-temps, de plus en plus de voix critiques s'élèvent au sein du Parlement européen pour dénoncer ce conflit pérenne auquel la passivité de l'Occident n'a pu trouver de solution. Alors que la Commission européenne et sa Présidente rappellent à chaque occasion que l'UE évolue sur la base d'un «ordre fondé sur des règles», elle a signé avec le chef d'Etat rwandais Kagame,

il y a un an, un contrat de livraison de tantale qui favorise l'UE. Comme le savent à présent tous ceux qui veulent se renseigner, le Rwanda ne possède pas une seule mine de ce type sur son territoire. Le haut-conducteur tant convoité est arraché au sol des Congolais depuis maintenant trente ans, dans les conditions susmentionnées. En signant un contrat avec l'un des principaux responsables des souffrances de l'est du Congo, l'UE participe activement à des crimes de guerre massifs et à des crimes contre l'humanité. Comme pour les diamants, cette matière première tant convoitée, ses fournisseurs au Rwanda et les mains de ses exploitants au sein de notre Occident hypocrite sont tachées du sang de ceux qui ont eu et ont encore le malheur d'habiter à proximité de tels gisements.

¹ <https://www.tagesschau.de/wahl/archiv/2025-02-23-BT-DE/index-content.shtml>

² Gorbatchev, Mikhaïl; Ikeda, Daisaku. *Triumph der moralischen Revolution*. Herder 2015; ISBN 978-3-451-33279-1

Cinq guerres en une

La guerre d'Ukraine et la défaite historique de l'Occident

par Patrick Baab

Patrick Baab



Patrick Baab est politologue et journaliste. Ses reportages ainsi que ses recherches, sur les services secrets et les facteurs engendrant nos guerres et autres, sont en total désaccord avec la propagande des Etats et des médias corporatifs. Depuis 25 ans, Baab réalise des reportages en Russie, en Grande-Bretagne, dans les Balkans, en Pologne, dans les pays baltes et en Afghanistan. Il a publié plusieurs livres, dont «Im Spinnennetz der Geheimdienste. Warum wurden Olaf Palme, Uwe Barschel und William Colby ermordet? (2017); «Recherchieren. Ein Werkzeugkasten zur Kritik der herrschenden Meinung» (2022); «Auf beiden Seiten der Front» (2023); «Propaganda-Presse. Wie uns Medien und Lohnschreiber in Kriege treiben» (2024). Vous trouverez davantage d'informations sur son site Internet: <https://patrikbaab.de>. Le texte reproduit dans ces colonnes est la version remaniée d'une conférence du 15 février 2025 devant un groupe de lecteurs de *Horizons et débats* (photo Patrick Baab, mad.)

La fin du rêve – ou le réveil brutal de l'Europe

L'entretien téléphonique entre le président américain Donald Trump et le président russe Vladimir Poutine, le 12 février, a été un coup de tonnerre. On se parle à nouveau d'égal à égal, une rencontre est prévue en Arabie saoudite. Le président américain a déclaré qu'il pourrait rencontrer Poutine avant la fin du mois.¹ Le 18 février, il a déclaré sur CNN qu'il ne voulait pas les Européens à la table des négociations. Trump mot par mot:

«Je ne négocierai pas avec quelqu'un qui veut prolonger le conflit. Je ne négocierai avec personne qui cherche à envoyer des armes supplémentaires. Je ne négocierai avec personne qui tente d'imposer de nouvelles initiatives en matière de munitions. Je ne négocierai avec personne qui tente de prolonger le conflit. Je négocierai la paix, bien que ce mot soit manifestement censuré dans l'UE.»²

Le secrétaire d'Etat américain Marco Rubio a rencontré son homologue russe Lavrov à Riyad. Les points les plus importants: 1. un cessez-le-feu, 2. de nouvelles élections en Ukraine, 3. un accord de paix. Par ailleurs, la Russie et les Etats-Unis prévoient des projets énergétiques communs dans l'Arctique. Les sanctions peuvent être levées avec l'accord de paix. Les relations diplomatiques seront normalisées.³ Les deux parties tentent d'éviter une confrontation directe. Rubio a déclaré que les Européens seraient impliqués à un moment ou à un autre, car ce sont eux qui ont imposé les sanctions.⁴ Pour la levée, il est clair que la pression de Washington est nécessaire, car une décision unanime doit être prise à Bruxelles.

Lors de la conférence sur la sécurité de Munich à la mi-février, les discours ont été réécrits du jour au lendemain, comme me l'a rapporté avec complaisance un participant. Le quotidien suisse «Tages-Anzeiger» parle d'un «changement de cap radical».⁵ Les médias et les politiciens allemands parlent de «trahison».⁶

Beaucoup de choses restent encore vagues à l'heure actuelle. Mais une chose est claire: l'Occident a perdu la guerre en Ukraine. Les bellicistes de la politique UE se heurtent à la dure réalité des faits et les médias de propagande dépravés sont tirés de leur hystérie guerrière comme un ivrogne endormi qu'un seau d'eau froide aide à dégriser.

Le secrétaire américain à la Défense Pete Hegseth a mis fin à la folie qui a maintenu la guerre en activité. En voici les points essentiels: 1. L'Ukraine ne récupérera pas les territoires perdus. Il s'agit d'un «objectif irréaliste».⁷ 2. L'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN n'est plus d'actualité.⁸ Ce n'est pas non plus «un

résultat réaliste des négociations». Il est donc clair que l'Ukraine reste neutre.

3. Les Etats-Unis n'accordent pas de garanties de sécurité à Kiev. Il n'y aura pas de troupes américaines en Ukraine. Ils considèrent que ce sont les Européens qui sont responsables, et non l'OTAN en vertu de l'article 5 du traité de l'OTAN.⁹ Washington veut européaniser la guerre et ses coûts consécutifs.

La guerre d'Ukraine se terminera ainsi par la défaite historique de l'Occident. La Fédération de Russie sort victorieuse. Dans le conflit militaire le plus important et le plus sanglant en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, il y a un espoir de paix. Les combats font encore rage partout sur une ligne de front de plus de 1300 kilomètres. Rien que du côté ukrainien, on estime que 600 000 soldats sont tombés, et plus de 100 000 du côté russe.

Au moins autant de personnes ont été grièvement blessées, ont perdu bras et jambes, ont été aveuglées et mutilées, ont eu la mâchoire arrachée; elles restent estropiées, gravement marquées pour le peu de vie qu'il leur reste. Ces blessés graves sont également soignés à la Charité de Berlin.¹⁰ En avez-vous jamais vu de photo?

Il s'agit, là également, de la guerre mentale: cacher au public son vrai visage. La propagande et la censure n'en font que les deux faces d'une même médaille.¹¹ La cloche de la censure, qui a sapé tout processus démocratique de formation de l'opinion citoyenne et ainsi causé des dommages irréversibles à la démocratie, fait partie de la folie et de l'hystérie guerrière dans lesquelles le cartel des partis politiques au pouvoir nous a plongés avec leurs complices dans les médias.

Aujourd'hui, je vais tenter d'évaluer la situation géopolitique. Ce faisant, je jette également un regard en arrière. Car celui qui ne connaît pas le passé ne peut pas en mesurer les conséquences pour l'avenir. C'est l'un des problèmes majeurs de la politique européenne actuelle.

Je ne veux pas cacher que je représente une position minoritaire dans la science politique, du moins dans l'espace germanophone. A

mondiale. Le pays a perdu environ 20% de son territoire, son économie est en ruine tandis que des millions de personnes ont quitté le pays: si le nombre d'habitants a été, en 1991 encore, de 52 millions, l'Ukraine en est aujourd'hui à 28 millions. Le pays compte des centaines de milliers de victimes, et bien sûr des millions de réfugiés et de déplacés à l'intérieur du pays.¹⁹

Les pertes territoriales sont douloureuses et rendent la reconstruction difficile, car les ressources du Donbass feront défaut. Mais l'alternative n'est par celle d'ou perdre les territoires inclus dans la Fédération de Russie ou de les reconquérir. L'alternative réelle est celle d'ou perdre ces territoires ou en perdre davantage encore.

Les idées américaines et européennes ayant visé à infliger à la Russie une défaite stratégique, par le biais de la guerre par procuration en Ukraine, prennent actuellement le goût des cendres dans la bouche des hommes politiques occidentaux. Cette guerre par procuration de l'Occident OTAN contre la Russie sur le sol ukrainien, évoquée par l'ancien Premier ministre britannique Boris Johnson²⁰, se termine par la débâcle. Le Kremlin considère l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN comme une menace existentielle, avec une détermination qui égale celles des Etats-Unis refoulant toute base militaire ou existence de missiles russes au Mexique. L'Ukraine restera neutre. Avec ces deux buts primordiaux, Moscou a déjà obtenu gain de cause.

La tentative de défier la plus grande puissance nucléaire révèle de toute évidence la mégalomanie de l'Occident qui va ensemble avec son incapacité à évaluer, de manière réaliste, les rapports de force. Une fois de plus, le sommeil de la raison a engendré des monstres. Si le monde occidental continue à rêver et à refouler la force normative du fait en la réduisant en «propagande russe», cela ne peut qu'aboutir qu'à davantage de destruction encore. En effet, c'est la perte du contact avec la réalité dont ont fait preuve les cercles fana-

«La tentative de défier la plus grande puissance nucléaire révèle de toute évidence la mégalomanie de l'Occident qui va ensemble avec son incapacité à évaluer, de manière réaliste, les rapports de force. Une fois de plus, le sommeil de la raison a engendré des monstres. Si le monde occidental continue à rêver et à refouler la force normative du fait en la réduisant en «propagande russe», cela ne peut qu'aboutir qu'à davantage de destruction encore. En effet, c'est la perte du contact avec la réalité dont ont fait preuve les cercles fanatiques russophobes au sein de l'élite politique et médiatique occidentale qui est la principale raison du lourd tribut de sang qui en a résulté.»

l'échelle mondiale, la situation est toutefois un peu différente.¹²

En effet, la perspective que vous obtenez dans les médias dominants est en grande partie due à la propagande de l'OTAN se limitant majoritairement aux pays de l'OTAN dirigés par les Etats-Unis, à l'UE, au Japon, à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande. Cependant, ces pays-ci ne représentent aujourd'hui que moins de 20% de la population mondiale.

Dans mes réflexions, j'ai pourtant suivi les exploits de scientifiques renommés au niveau international, tels que l'expert en géopolitique Glenn Diesen d'Oslo¹³, le professeur John J. Mearsheimer¹⁴, spécialiste de politique étrangère à l'université de Chicago, et le professeur Jeffrey Sachs¹⁵, économiste et politologue américain à l'université Columbia de New York. Je m'appuie également sur l'historien britannique Richard Sakwa¹⁶ et l'analyste militaire suisse Jacques Baud¹⁷ ainsi que sur l'historien et ethnologue français Emmanuel Todd.¹⁸

Je commencerai par examiner la situation actuelle de la guerre en Ukraine, puis d'expliquer le contexte et les conséquences des événements auxquels nous assistons.

La situation militaire

L'Ukraine est actuellement en train d'être déduite par cette guerre, la plus anéantissante en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre

tiques russophobes au sein de l'élite politique et médiatique occidentale qui est la principale raison du lourd tribut de sang qui en a résulté.

Du côté ukrainien, le nombre de tués et de blessés graves, c'est-à-dire de ceux que les Britanniques et les Américains résumant du terme «casualties», a dépassé le million, le 1^{er} septembre 2024. Les chiffres réels sont strictement confidentiels des deux côtés. Mais on peut tirer les conclusions qui s'imposent de l'analyse des avis de décès et des nécrologies. Selon celles-ci, plus de 500 000 soldats ukrainiens étaient déjà tombés jusqu'au début de septembre.²¹ D'autres estimations faisaient état de 650 000 tués à la mi-2024 déjà.²² Larry Johnson, ancien analyste de la CIA, chiffre le nombre total de tués à 1,2 million, et si l'on ajoute les blessés graves, on arrive à trois millions soit toute une génération de jeunes Ukrainiens.^{23a}

Les chiffres ne sont pas aussi élevés du côté russe. Le portail Mediazona, critique envers le gouvernement et financé par l'oligarque Khordorkovski, a également évalué les nécrologies et les avis de décès. Ses analystes sont arrivés à 690 59 morts, le 13 septembre 2024, auxquels il faut ajouter 19547 mercenaires de la société militaire privée Wagner, tués lors du hémocycle de Bakhmout – comme il découle par les sta-

La chance de la confusion – un changement d'ère?

par Urs Graf

Depuis l'entrée en fonction de la nouvelle administration à Washington, la confusion règne parmi les élites de l'Europe occidentale orientées vers l'Atlantique. Pendant des décennies, elles ont suivi les instructions plus ou moins discrètes venues d'outre-Atlantique – et maintenant, elles entendent de là-bas le commandement «machine arrière!» Et le nouveau vice-président Vance qui les critique, précisément pour leur docilité.

Il serait trop long de retracer l'évolution de la situation en Europe, depuis la Première Guerre mondiale, critiquée par Vance. On ne peut certainement pas disculper les Européens, mais l'influence américaine est indéniable. Les Etats-Unis, vainqueurs des deux guerres mondiales, se sont hissés au rang de la seule puissance mondiale. Leur récit a été si largement repris en Europe que l'on a presque oublié ce qui s'était passé auparavant. L'OTAN, fondée en 1949, incarnait la pax americana. Depuis lors, «tout poisson venait de Lutèce» (Paris, centrale régionale transalpine de l'Empire romain), comme on le dit dans les bandes dessinées d'Astérix. Le fait que cette situation ne puisse pas être qualifiée de «pax» relève d'un autre débat, la question du droit international public. Ses origines remontent à la tradition de l'humanisme européen, qui s'est joint à l'Antiquité grecque et s'est progressivement développé à partir du début de la Renaissance – malgré toutes les guerres et les actes de violence qui ont façonné l'histoire. Les hommes et les femmes d'Europe ont ainsi obtenu une mesure pour leurs actions, même si celle-ci n'a malheureusement souvent pas été respectée. Les étapes sur ce chemin sont liées à des noms comme Erasme de Rotterdam (1467–1536). Environ 100 ans plus tard, la paix dite de Westphalie a été négociée en 1648 à Münster et Osnabrück. Le congrès unificateur après les guerres napoléoniennes s'est tenu à Vienne en 1815 tandis qu'une autre étape a eu lieu à La Haye en 1907, où le droit à la neutralité a été défini. La Charte des Nations unies de 1945 a constitué un nouveau jalon dans cette longue évolution. Elle contient les principes du droit international qui, en 2003 encore, ont empêché les Etats européens de participer à la guerre en Irak. Le président américain G.W. Bush avait alors crié haro sur les «stinky old Europeans».

La Conditio humana – une constante de l'histoire culturelle

Les formes de cohabitation et les structures étatiques n'ont cessé d'évoluer au cours de l'histoire. Ce qui perdure depuis la nuit des temps, c'est la condition humaine. Nous autres, Européens, sommes invités à reconnaître la nature humaine et à la faire fleurir par le «deviens qui tu es» de l'Antiquité grecque. Sans l'attention portée aux autres dès les premières communautés de vie, l'humanité n'aurait pas survécu jusqu'à aujourd'hui. L'humanité au-delà de son propre clan permet une cohabitation pacifique et constitue le fondement des communautés coopératives et démocratiques. Les structures et les institutions de nos Etats, qui constituent la culture politique, doivent tenir compte de cet état des faits. C'est de là que l'Etat tire sa légitimité, et c'est aussi de là que découle l'obligation de tous les fonctionnaires de rendre des comptes à leurs mandants, les citoyens.

Il doit (enfin!) s'agir de l'approvisionnement équitable des hommes en biens de premier ordre, et non de la défense de privilèges pour les «élites». Ce serait là une orientation suffisante pour les temps à venir.

Enfin, à tous les niveaux de la vie en commun, il s'agit de savoir si l'on veut s'entendre d'égal à égal et résoudre ensemble les problèmes posés ou si l'on veut s'imposer, évincer les autres de la compétition et/ou les dominer d'une autre manière. Nous connaissons bien ce dernier cas de figure. La situation de l'humanité impose un changement de mentalité. Et de nombreuses voix s'élèvent aujourd'hui qui y insistent.

«Cinq guerres en une» suite de la page 3

tistiques des versements aux survivants.²³ Cela aboutit au nombre de morts d'environ 90000; y ajoutés les morts des milices de la DNR (Donetsk) et de la LNR (Lugansk), on arrive à 120 000 morts environ.²⁴ La forte disparité au détriment de l'Ukraine s'explique par la suprématie russe en matière d'artillerie, de missiles et de drones, cinq à dix fois supérieure, selon les conditions prévalant dans des différentes sections du front. Les analystes militaires estiment le rapport des tués à 8:1 en défaveur de l'Ukraine.²⁵ Jusqu'à fin décembre 2024, le Haut Commissariat des Nations Unies a recensé au moins 12 456 morts parmi la population civile, dont au moins 669 enfants.²⁶

L'offensive de Koursk, qui a commencé avec sa planification par l'OTAN, s'avère être une impasse pour les Américains et leurs satrapes de l'OTAN. Ce qui était inimaginable pour moi, il y a quelques années encore: des chars allemands se trouvent à nouveau sur les lieux d'une guerre d'extermination allemande qui a fait plus de 27 millions de morts parmi les citoyens soviétiques. En avançant vers Koursk, l'Ukraine avait tenté d'ouvrir un nouveau front afin de forcer les Russes à retirer des troupes faisant pression sur Donetsk et de ralentir ainsi l'avancée russe. Deuxièmement, il s'agissait pour Kiev de se doter d'un gage pour d'éventuelles négociations. Troisièmement, le gouvernement ukrainien voulait obtenir un succès en matière de relations publiques montrant à l'Occident que son initiative militaire était intacte encore – tout ce pour mobiliser du nouveau soutien. Quatrièmement, il s'agissait d'une tentative de forcer l'Occident à une participation directe par un jeu de vabanque, afin que le front dans le Donbass ne s'effondre pas et que la voie vers Dnipro soit ouverte pour les Russes.²⁷ Finalement, comme l'estime l'ancien officier supérieur de l'OTAN, le général Harald Kujat, l'offensive ukrainienne visait à prendre la centrale nucléaire de Koursk et à acquérir ainsi un potentiel de chantage nucléaire. Cette tentative a échoué.²⁸ Il en sont restés, selon les estimations, entre 35 000 et 55 000 morts, à ne compter que ceux du côté ukrainien.²⁹

Le moral des troupes ukrainiennes est au plus bas. Rien qu'au cours des quatre premiers mois de l'année dernière, 19 000 procédures pour désertion ont été engagées.³⁰ Le rapprochement entre Trump et Poutine a renforcé la frustration et la résignation au sein des élites, car Kiev, tout comme les Européens, sera, si jamais, au mieux assis à la table des chats lors des pourparlers de paix. D'un autre côté, les espoirs de la population se tournent vers la fin de l'agonie.³¹

Le front ukrainien distendu est sur le point de s'effondrer lorsque l'armée russe s'aura emparé entièrement du nœud ferroviaire de Pokrovsk, à l'ouest de Donetsk. Car derrière, c'est la steppe – et donc plus rien qui puisse protéger les fantassins ukrainiens des attaques constantes des drones.

On peut résumer ainsi l'évaluation de la situation: L'Ukraine a littéralement été menée à l'abattoir. Sur le plan économique, c'est l'Allemagne le plus grand perdant. Nous autres allemands, nous allons tous payer les pots cassés. Mais en fait, il s'agit de dramatiquement plus encore. Nous assistons, en témoins oculaires, à la catastrophe cruciale du 21^e siècle: la nouvelle division ukrainienne; la défaite auto-infligée de l'OTAN; le changement tectonique de la géopolitique intégrale; la guerre économique à échelle mondiale ainsi que l'attaque globale du capitalisme prédateur dirigée avant tout contre les salariés et les classes moyennes. Cette guerre affectera la vie des populations en Europe pendant de nombreuses décennies encore. La paix nous coûtera plus cher encore que la guerre.

Susan Watkins, de l'Université britannique Leeds Beckett, a écrit un article intitulé «Five Wars in One» dans le numéro de septembre-octobre 2022 de la *New Left Review*. Elle y traite des dimensions de la guerre en Ukraine. Elle tire ses outils d'analyse de l'examen de la Seconde Guerre mondiale sous cinq aspects décisifs: en tant que guerre de puissances impérialistes; en tant que lutte défensive de l'Union soviétique contre l'invasion allemande; en guerre de libération anticolonialiste de la Chine contre le Japon et la révolution sociale qui s'en est suivie; comme la lutte de libération anticolonialiste en Indochine, en Birmanie, en Malaisie, en Indonésie, en Inde et aux Philippines; et enfin comme guerre de partisans contre les nazis et la Wehrmacht hitlérienne en



ISBN 978-3-946778-41-7



ISBN 978-3-910568-11-2

Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Biélorussie, en Ukraine, en France et en Italie.³²

Ces réflexions m'ont inspiré une réflexion sur les cinq guerres qui se sont déroulées, ces temps-ci, en Ukraine. Je les articule pourtant différemment de ce qu'a fait Susan Watkins, comme le montre ce tableau:

1. la guerre civile ukrainienne après le coup d'Etat de Maïdan
2. la guerre fratricide ukraino-russe entre le gouvernement putschiste de Kiev d'une part, et les républiques de Louhansk et de Donetsk à partir d'avril 2014 et de la Fédération de Russie à partir du 24 février 2022 d'autre part
3. la guerre géostratégique pour la suprématie des Etats-Unis
4. la guerre économique mondiale et le suicide de l'Europe
5. la guerre contre les populations des pays occidentaux industrialisés

Quand on ne sait rien, on est réduit à croire ce qu'on vous raconte. En Allemagne, les gens ne savent généralement pas grand-chose de l'Ukraine et c'est justement là qu'intervient la propagande. Commencez donc par oublier la livraison journalière de l'actualité par les médias grand public et suivez-moi un instant dans mes tentatives de séparer la désinformation de la presse de la réalité des faits. Car il existe, comme l'a dit Franz Josef Strauss, «une force normative des faits, mais pas une force de la phraséologie qui remplace le fait».

La guerre civile ukrainienne

Les observateurs occidentaux considèrent les événements survenus à Kiev pendant l'hiver 2013/2014 sur la place du Maïdan comme la charnière entre une dictature calquée sur le modèle biélorusse et la chute du président Ianoukovytch. Pour eux, Maïdan est une révolution, un processus de renouvellement par la base, qui a conduit à une démocratie avec certes quelques défauts, mais dans laquelle «la liberté d'expression était totale».

A entendre les témoins oculaires du Maïdan avec lesquels j'ai pu m'entretenir, leur seule réaction a été un ricanement sarcastique, la vérité étant en effet bien différente. Toutefois, en Allemagne, vouloir rapporter la vérité sur le

Maïdan expose à la censure, à l'interdiction professionnelle et aux menaces des services secrets ukrainiens, avec l'accord implicite des autorités et de la justice allemandes. Je sais de quoi je parle ayant été victime de ces trois sanctions.

Dans mon livre «Auf beiden Seiten der Front», je relate les événements réels. Je fais partie, avec Régis Le Sommier³³, des rares personnes à avoir enquêté des deux côtés du front de ce conflit.³⁴ En conséquence, *T-Online* ainsi que ma propre chaîne, la *NDR*, m'ont ensuite fait passer pour un observateur électoral de Poutine lors des référendums du Donbass en septembre 2022; la *NDR* a voulu engager des poursuites judiciaires à mon encontre au titre du droit du travail, et j'ai été inscrit sur la liste des morts «Mirotvorez» par les services secrets ukrainiens. Dans l'Allemagne de nos jours, la vérité est punie par la loi et la presse est devenue une simple antenne de propagande de l'OTAN, où la précarité universitaire se fait le relais de la censure.

Pour ceux qui préfèrent se référer à une étude scientifique, je recommande celle d'Ivan Katchanovski de l'université d'Ottawa. Sur la base d'une analyse approfondie des rapports d'autopsie, des procès-verbaux des tribunaux, des témoignages oculaires et des études balistiques, il arrive à la conclusion que les meurtres de Maïdan étaient une mise en scène des fascistes ukrainiens et des gouvernements occidentaux pour renverser un gouvernement démocratiquement élu et provoquer un changement de régime pro-occidental.³⁵ Il interprète les événements de 2014 sur le Maïdan comme étant la cause du début de la guerre civile dans le Donbass, des interventions russes en Crimée et dans le Donbass, du rattachement de la Crimée à la Russie et de l'escalade du conflit entre la Russie et l'Occident, y compris l'invasion de l'Ukraine et la guerre avec celle-ci depuis 2022.

Des ONG américaines et l'ambassade des Etats-Unis ont entraîné les manifestants à l'organisation de manifestations de masse via les médias sociaux dans des camps baptisés Tech Camps. L'*USAID*, des fondations américaines et des diplomates polonais et lituaniens ont financé ces organisations non gouvernementales, lesquelles ont à leur tour équipé les manifestants en sous-vêtements thermiques, nourriture, tentes, radiateurs et tables de ping-pong, avant d'être amenés sur le Maïdan, relevés à tour de rôle tous les quinze jours et rémunérés à hauteur de deux fois le salaire moyen. Les armes utilisées sur le Maïdan provenaient du pillage des dépôts d'armes de la police dans l'ouest de l'Ukraine, notamment à Lvov et Ivano-Frankivsk, où le parti d'extrême droite *Svoboda* était particulièrement puissant. Selon l'historien américain Nikolai N. Petro, les extrémistes de droite et les fascistes de l'Ukraine occidentale avaient planifié le déclenchement d'une guerre civile si le coup d'Etat de Maïdan n'avait pas débouché sur l'objectif escompté, à savoir la chute du président Ianoukovitch et de son gouvernement.

«Pendant le Maïdan», explique ainsi Nikolai Petro, «le Secteur droit a accumulé un arsenal considérable et rassemblé environ 10 000 combattants. La constitution de bataillons de volontaires était loin de répondre à une invasion russe, mais reflétait le raisonnement préalable selon lequel la violence serait nécessaire pour consolider et défendre le renversement du régime. Comme l'a déclaré le porte-parole du Secteur droit juste avant la destitution de Ianoukovitch, «notre groupe est tout à fait capable de mener une guerre civile».³⁶ Ce qui signifie que, même en cas d'échec sur le Maïdan, les ultranationalistes galiciens étaient prêts à imposer un renversement de régime par la force des armes.

Pour preuve de l'ampleur du soutien occidental aux putschistes de Maïdan, il n'y a pas que la conversation téléphonique, interceptée et publiée le 4 février 2014, entre Victoria J. Nuland, Secrétaire d'Etat pour l'Europe et l'Eurasie au département d'Etat américain, et Geoffrey R. Pyatt, l'ambassadeur des Etats-Unis en Ukraine. Outre son mépris manifeste pour les Européens – «Fuck the EU» – cette conversation a clairement montré que Washington œuvrait à un renversement de régime afin de porter au pouvoir le leader de l'opposition Iatseniouk. Le 13 décembre 2013 déjà, devant la Fondation américaine pour l'Ukraine, Nuland avait déclaré que les Etats-Unis avaient investi plus de 5 milliards de dollars en faveur des éléments favorables au renversement. Lors d'un débat au Congrès américain, le 9 mai 2014, Nuland a fourni des informations plus détaillées, évoquant notamment la présence de fascistes sur le Maïdan.³⁷

Selon des sources russes, le Maïdan recevait directement 20 millions de dollars par semaine. Les Etats-Unis et l'UE étaient en contact permanent avec les extrémistes de droite et les fascistes. Ivan Katchanovski rapporte que le nombre d'assassinats estimés nécessaires – on se serait mis d'accord sur une petite centaine – pour convaincre les gouvernements occidentaux de pousser le président élu Ianoukovitch vers la sortie a fait l'objet de négociations de marchands de tapis.³⁸ Une telle ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat viole l'interdiction d'intervention et est donc contraire au droit international.

C'est ainsi qu'a débuté la première phase de la guerre en Ukraine – la phase de guerre civile. Dès la mi-mars 2014, on trouvait dans le Donbass aux côtés des Ukrainiens des mercenaires américains de la société de sécurité *Academi*, anciennement *Blackwater*. Dès le premier instant, les Etats-Unis étaient ainsi présents dans le conflit du Donbass. L'envoi de mercenaires viole l'interdiction du recours à la force selon l'article 2, point 4, de la Charte des Nations unies et donc contraire au droit international.

La vague de violence sur le Maïdan, le renversement violent du régime et les hordes ultra-nationalistes et d'extrême droite qui rôdaient dans toute l'Ukraine ont conduit la population russophone de l'est de l'Ukraine à mettre en place des milices d'autodéfense avec la police locale à laquelle s'étaient joints des soldats ukrainiens ayant quitté l'armée régulière, et à créer leurs propres structures étatiques. A partir de la mi-avril 2014, ils ont été soutenus par des volontaires autour de l'ancien officier du FSB Igor Girkin, surnommé «Strelkov» – 52 hommes au total. Pour contrer la participation de mercenaires américains, l'état-major russe a envoyé des mercenaires du «Slavianski Korps» afin de prêter main forte aux insurgés. *Wagner* a été créé le 1^{er} mai 2014 à Donetsk, selon l'analyste militaire américain Scott Ritter.³⁹

Dès le mois d'avril, le gouvernement central de Kiev a lancé une opération dite antiterroriste contre les insurgés du Donbass. Le 6 avril 2014, le président ukrainien par intérim Aleksandr V. Tourtchinov a ordonné la mise en place d'une «cellule anti-crise» afin de «prendre des mesures antiterroristes contre tous ceux qui prennent les armes [...]».⁴⁰ Cette décision faisait suite à l'occupation de bâtiments administratifs à Kharkov, Donetsk et Louhansk par des activistes prorusses. Le 6 avril marque donc l'entrée en guerre du gouvernement de Kiev dans le Donbass. Le 2 mai et le 8 mai 2014, des massacres ont été perpétrés à Odessa et Marioupol par des paramilitaires d'extrême droite.

Le 7 et le 27 avril 2014, les séparatistes ont revendiqué la création de républiques populaires à Donetsk et à Louhansk. En mai 2014, les insurgés ont organisé des référendums sur l'adoption d'une large indépendance ou de l'autonomie dans les régions qu'ils contrôlaient. Poutine l'avait déconseillé. De telles sécessions sont controversées du point de vue du droit international, mais sont en principe juridiquement possibles par la Charte des Nations unies et par le droit international, même contre la volonté de la mère patrie. Ainsi, le 22 juillet 2010, la Cour internationale de justice de La Haye a pris position à ce sujet sur la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo: le président a déclaré: «Le droit international ne connaît pas d'interdiction des déclarations d'indépendance».⁴¹

La guerre d'agression, contraire au droit international, n'a donc pas été déclenchée par la Fédération de Russie en février 2022, mais par l'Ukraine en avril 2014. Selon les organisations internationales, on déplorait plus de 14 000 décès, dont 3 400 parmi les civils, à la fin de l'année 2021.⁴² L'OSCE a estimé que 75 % des victimes civiles étaient à mettre sur le compte de l'armée ukrainienne.⁴³ Il s'agit donc d'un génocide et d'une infraction pénale au titre de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948.⁴⁴

Poutine n'a pas reconnu les républiques de Donetsk et de Louhansk avant février 2022. Manifestement, il ne tenait à s'impliquer davantage dans le conflit. La Russie a toutefois soutenu les séparatistes sur le plan logistique, économique et en leur fournissant des armes. Il n'a pas été possible de clarifier l'ampleur de la participation militaire directe. L'analyste militaire Jacques Baud part du principe qu'il

«Cinq guerres en une»
suite de la page 4

n'y a pas eu d'intervention de troupes régulières russes.⁴⁵

A l'inverse, l'OTAN a massivement armé l'Ukraine depuis le putsch de Maïdan. Des manœuvres militaires communes et des instructeurs américains devaient permettre d'atteindre l'«inter-opérabilité», le plus rapidement possible. Voici quelques avis sur le sens de ces mesures:

Pierre de Gaulle, petit-fils du président français, le général *Charles de Gaulle*: La guerre «a été déclenchée par la volonté des Américains et de l'OTAN, et elle est largement maintenue par la Commission européenne».

Alain Juillet, chef du service de renseignement extérieur français (DGSE) sous la présidence de *Jacques Chirac*, affirme que les Américains ont provoqué la guerre «très clairement.» Depuis 2014, ils avaient tout fait pour que la Russie glisse vers la guerre. L'OTAN s'était alliée à l'Ukraine «pour faire la guerre à la Russie. Sans l'OTAN, l'Ukraine serait morte».

Günter Verheugen, Commissaire européen de longue date et Vice-président de la Commission européenne de 2004 à 2010: «Dans la guerre en Ukraine, «il ne s'agit pas de savoir ce qui est le mieux pour l'Ukraine. Il s'agit plutôt d'affaiblir stratégiquement la Russie».⁴⁶

Guerre fratricide: le conflit ukraino-russe

Le 21 février 2022, la Russie a reconnu les nouvelles Républiques populaires DNR (*Donetskaïa Narodnaïa Respublika*) et LNR (*Louhanska narodna respublika*). Ce faisant, Moscou se considérait en accord avec le droit international. Des accords contraignants en droit international peuvent être conclus avec les Etats reconnus, y compris sur des obligations d'assistance mutuelle. Moscou a ainsi renoncé aux accords de Minsk I et Minsk II qui, selon l'ancienne Chancelière allemande *Angela Merkel* et l'ancien Président français *Hollande*, n'avaient servi qu'à donner à l'Ukraine le temps de s'armer, en dépit du fait qu'ils étaient contraignants en droit international par décision de l'ONU. L'ancien inspecteur général de l'armée allemande, le général *Harald Kujat*, parle donc d'une violation manifeste du droit international.⁴⁷

L'ancien inspecteur en armement américain, le colonel à la retraite *Scott Ritter*, évalue: «[...] l'Ukraine et ses partenaires occidentaux ont simplement acheté du temps jusqu'à ce que l'OTAN puisse mettre en place une armée ukrainienne capable de s'emparer du Donbass dans son intégralité et de chasser la Russie de la Crimée.»⁴⁸

Cependant, il y a aussi des causes directes au début de la deuxième phase de la guerre en Ukraine, le 24 février 2022. En 2015, les troupes ukrainiennes dans le Donbass comprenaient 121 500 hommes. En février 2022, le nombre de soldats est passé à 209 000 hommes. En comptant les réservistes, l'Ukraine comptait 1 198 600 hommes sous les armes.⁴⁹ L'ancien secrétaire d'Etat américain *Antony Blinken* a clairement indiqué en décembre, dans une interview au *New York Times Magazine*, que les Etats-Unis s'attendaient à une guerre et ont donc massivement et secrètement réarmé l'Ukraine en septembre et décembre 2021.⁵⁰ L'administration *Biden* a ainsi sciemment provoqué la guerre au lieu de répondre à l'offre de négociation du Kremlin. Des militaires ukrainiens rapportent que l'Ukraine a planifié une attaque sur le Donbass.⁵¹

Dès le 20 septembre 2018, le Parlement ukrainien a approuvé des modifications constitutionnelles visant à faire de l'adhésion du pays à l'OTAN et à l'UE le principal objectif de sa politique étrangère. Le 7 février 2019, l'adhésion à l'OTAN a été inscrite dans la Constitution – une violation manifeste de la Déclaration d'indépendance de l'Ukraine de 1992 et du «Mémoire de Budapest» de 1994.^{51a} A partir de 2014, l'Ukraine a adopté des lois linguistiques qui prévoyaient l'interdiction des films russes et de l'importation d'écrits russes, l'instauration de quotas linguistiques pour les chaînes, la suppression progressive de l'utilisation du russe dans les écoles et l'obligation d'utiliser la langue ukrainienne dans tous les domaines de la vie publique et étatique. Toutes ces mesures étaient contraignantes au droit international.⁵² Entre-temps, les monuments et les noms de rues des poètes et penseurs russes ont été remplacés par les noms de fascistes comme *Stepan Bandera*, des livres ont été brûlés.

«Aucun intérêt pour n'importe quelle absurdité»



Douglas Macgregor (photo mad)

«Moscou n'a aucun intérêt à un accord qui permettrait aux troupes de l'OTAN, notamment françaises ou britanniques, de s'installer en Ukraine dans n'importe quelles circonstances, que ce soit en tant que forces de maintien de la paix ou autre. Si le Président *Trump* veut vraiment que cet accord fonctionne, il serait bien conseillé de revoir les paroles de *Poutine*. Le président *Trump* doit abandonner l'idée de laisser entrer en Ukraine qui que ce soit qui ne soit pas ukrainien. Parler de transactions sur les terres rares pour nous dédommager d'une manière ou d'une autre d'une guerre que nous avons encouragée et déclenchée de notre mieux, d'une guerre que nous avons subventionnée, d'une guerre qui, en raison de notre influence, a duré bien plus longtemps qu'elle n'aurait dû, est une catastrophe. Je pense que *Trump* devra plutôt penser aux pertes humaines. Il doit reconnaître que ce pays est désormais détruit, que la Russie, elle aussi, a payé un lourd prix pour sa victoire, et se retirer. Il devrait arrêter de parler de deals qui nous dédommageraient de nos «bonnes

actions». Nous n'avons rien fait de bon, nous avons fait le contraire.

En ce qui est de l'affaire de ces terres rares – je ne suis pas sûr de la quantité réelle disponible. J'ai vu plusieurs rapports qui indiquent qu'il y en a très peu. Il y a peut-être d'autres minéraux, peut-être du lithium ou d'autres choses. Je ne sais pas, mais à ce stade, je pense qu'il est à la fois de mauvais goût et mal avisé d'en parler publiquement. Je sais que le président *Trump* est très fier d'être très orienté vers les affaires, mais là, il l'exagère, même à l'extrême. Les Russes sont des gens sérieux, ils ne bluffent pas. Les Allemands non plus. Je pense qu'en ce moment, les Russes n'ont justement pas intérêt à faire n'importe quoi. Ils ne prendront au sérieux aucun marchandage stratégique que le Président *Trump* ou qui que ce soit d'autre pense pouvoir mettre en place. Ils veulent en finir. Ils sont prêts à conclure un accord avec nous. Ils sont intéressés par une architecture de sécurité pour l'Europe, la Russie et les Etats-Unis. Nous devons prendre cela très au sérieux. Cela doit être considéré comme un tournant stratégique dans l'histoire de l'Europe et, je le pense, du monde. Nous devons nous asseoir et l'élaborer, peu importe le nombre de mois que cela prendra, car c'est cela, la base réelle de décennies de prospérité, de paix et de stabilité.»

Source : *Douglas Macgregor*, ancien colonel de l'armée américaine et politologue, dans une interview pour le podcast géopolitique «*Judging Freedom*» du 26 février 2025; <https://www.youtube.com/watch?v=C-COPQQ4Yn-Y>

(Traduction *Horizons et débats*)

Le 24 mars 2021, le Président *Zelensky* a signé une nouvelle doctrine militaire faisant de la Russie l'ennemi principal et visant à reconquérir la Crimée et le Donbass. En conséquence, la Russie a également rassemblé des forces armées aux frontières de l'Ukraine. Le 31 août 2021, les Etats-Unis et l'Ukraine ont conclu un accord de défense stratégique. Le 10 novembre 2021, un accord bilatéral de partenariat stratégique a suivi, avec une orientation fortement antirusse. Le 15 décembre 2021, Moscou a lancé une dernière tentative pour éviter l'escalade. Concrètement, la Russie a proposé un accord dans un traité international contraignant, partant du principe de la sécurité indivisible, le renoncement à l'utilisation de territoires étrangers pour lancer une attaque contre les Etats-Unis ou la Russie; le renoncement à la réalisation d'actions militaires de l'OTAN en Ukraine, le renoncement à une nouvelle extension de l'OTAN vers l'Est et le renoncement de l'OTAN au déploiement d'armes et de militaires dans les pays qui ont rejoint l'alliance après 1997. Le secrétaire général de l'OTAN, *Jens Stoltenberg*, a déclaré le 7 septembre 2023 devant le Parlement européen que *Poutine* avait envoyé à l'automne 2021 un projet de traité «qu'ils voulaient faire signer par l'OTAN, promettant de renoncer à de nouvelles extensions de l'OTAN. [...] Et c'était une condition pour ne pas envahir l'Ukraine. Nous n'avons bien sûr pas signé cela [...]. Il est donc entré en guerre pour empêcher l'OTAN, plus d'OTAN encore, de s'approcher de ses frontières.»⁵³ *Stoltenberg* désigne donc explicitement la véritable raison de la guerre: l'élargissement à l'Est de l'OTAN en dépit de toutes les promesses du contraire.

Selon le politologue *John J. Mearsheimer* de l'université de Chicago, ce sont les Etats-Unis et l'OTAN qui ont joué un rôle décisif dans l'invasion russe de février 2022. Il écrit «que les Etats-Unis et leurs alliés ont provoqué la guerre. Il ne s'agit évidemment pas de nier le fait que la Russie a envahi l'Ukraine et a commencé la guerre. Mais la cause principale du conflit est la décision de l'OTAN d'intégrer l'Ukraine dans l'alliance, ce qui est considéré par pratiquement tous les dirigeants politiques russes comme une menace existentielle qui doit être éliminée. L'élargissement de l'OTAN s'inscrit toutefois dans une stratégie plus large visant à faire de l'Ukraine un bastion occidental à la frontière avec la Russie. Faire entrer Kiev dans l'Union européenne (UE) et encourager une révolution de couleur en Ukraine – c'est-à-dire la transformer en une démocratie libérale pro-occidentale – sont les deux autres piliers de cette même politique. Les dirigeants russes craignent tous ces trois piliers, mais c'est l'élargissement de l'OTAN qu'ils redoutent le plus. Pour faire face

à cette menace, la Russie a lancé une guerre préventive le 24 février 2022.»⁵⁴

Il cite sept raisons confirmant cette désignation: (1) il n'existe aucune preuve antérieure au 24 février 2022 que *Poutine* ait voulu conquérir l'Ukraine; (2) il n'existe aucune preuve qu'il ait voulu mettre en place un gouvernement fantoche à Kiev; (3) il était loin d'avoir assez de troupes – disposant de 190'000 hommes seuls – pour conquérir l'Ukraine entière; (4) *Poutine* a tenté de trouver une solution diplomatique à la crise dans les mois précédant le début de la guerre, ce que le secrétaire général de l'OTAN, *Jens Stoltenberg*, a confirmé; (5) immédiatement après le début de la guerre, Moscou s'est tourné vers Kiev pour entamer des négociations visant à mettre fin à la guerre, qui ont ensuite effectivement eu lieu en Biélorussie et à Istanbul, mais ont été stoppées par l'Occident; (6) hormis l'Ukraine, il n'y a pas la moindre preuve que *Poutine* voulait attaquer d'autres pays d'Europe de l'Est; (7) dans ces longues années ayant précédé cette guerre, personne en Occident n'a affirmé que *Poutine* avait des ambitions impériales dès son arrivée au pouvoir.

Une fois de plus, il est judicieux de citer l'historien français *Emmanuel Todd* affirmant que l'Ukraine «a été réarmée dans le but d'attaquer la Russie. L'attaque de *Poutine* était une invasion défensive [...]. Si l'OTAN avait renoncé à faire de l'Ukraine un élément de son dispositif militaire, cette guerre n'aurait pas eu lieu»⁵⁵. Nous avons donc affaire à une guerre par procuration dont les causes sont géostratégiques et économiques.

La guerre géostratégique pour le maintien de la suprématie des Etats-Unis

Depuis le début, les Etats-Unis, l'OTAN et l'UE sont impliqués dans la guerre en Ukraine. La participation occidentale aux événements du Maïdan n'est pas la seule à le montrer, la révolution dite «orange» de 2004 l'avait déjà montré. Déjà à l'époque du président *Iouchtchenko*, le copinage de l'Occident avec les fascistes ukrainiens était frappant.⁵⁶ Il s'agissait d'attirer par tous les moyens l'Ukraine dans l'orbite occidentale, d'encercler la Russie et de provoquer un changement de régime à Moscou ainsi que d'ouvrir de nouveaux débouchés, des bancs d'usine prolongés et des dépôts de matières premières.⁵⁷

Pendant des années, les Etats-Unis ont tout tenté pour transformer l'Ukraine en bélier contre la Russie. La présence de la CIA dans le Donbass, avec au moins 12 stations secrètes, en fait partie.⁵⁸ La montée de l'Ukraine en puissance militaire s'est également poursuivie pendant le premier mandat présidentiel de *Donald Trump*, de 2017 à 2021. Cette guerre a donc été également celle de *Trump*.

Avec le coup d'Etat du Maïdan, Washington et Londres ont sciemment pris le risque d'une guerre civile, ont accompagné et façonné la guerre contre les républiques séparatistes et, après l'invasion russe, empêché une éventuelle paix qui était à leur portée au printemps 2022.⁵⁹ Ce qui fait qu'ils sont à considérer d'être coresponsables de centaines de milliers de morts. En fin de compte on aboutit à un résultat amer: la stratégie de l'Occident consistant à sacrifier l'Ukraine pour un changement de régime à Moscou a échoué.

Dans une perspectives plus large, le monde assiste à un changement tectonique concernant la géopolitique. Dans ce contexte, la stratégie du président *Donald Trump* apparaît paradoxalement comme la poursuite de la politique américaine par d'autres moyens. Les changements au sein de l'administration de Washington déplacent l'accent des stratégies impériales d'exploitation et de domination des concurrents vers les satrapes: l'Ukraine doit être contrainte de céder des terres rares d'une valeur de 500 milliards dollars; l'UE doit payer seule les coûts consécutifs à la guerre; le Danemark doit accepter que Washington accède au Groenland, riche en matières premières et stratégiquement important; *Trump* envisage publiquement de réoccuper le Panama; l'indépendance nationale du Canada est remise en question; un investisseur proche de *Trump* annonce qu'il rachètera le gazoduc *Nordstream* en faillite, ce qui permettrait aux Etats-Unis de contrôler l'approvisionnement énergétique de l'Allemagne. Washington consolide son emprise, renonce au reste du monde et se concentre sur son principal rival, la Chine.

Une rétrospective: Le 9 février 2007, lors de la Conférence sur la sécurité de Munich, *Vladimir Poutine* a mis en garde contre la mise en place d'un ordre mondial unipolaire de l'Occident sous la direction des Etats-Unis, au détriment de la Russie et de la plupart des autres Etats de la planète: «Je pense que pour le monde d'aujourd'hui, le modèle monopolistique n'est pas seulement inadapté, mais tout à fait impossible. Non seulement parce que les ressources militaires et économiques ne suffisent pas pour un leadership unique dans le monde d'aujourd'hui, précisément dans le monde d'aujourd'hui. Mais ce qui est encore plus important, c'est que le modèle lui-même s'avère impraticable, parce qu'il n'a pas de base et s'exclut d'être la base morale de la civilisation moderne.»⁶⁰

Le discours de *Poutine*, prononcé il y a 18 ans, a marqué le premier rejet clairement formulé du système unipolaire sous domination américaine. Ce concept d'unilatéralisme a été développé après la fin de la guerre froide, avec l'effondrement du système soviétique, *Paul Wolfowitz* ayant été le premier à le formuler dès 1990.⁶¹ A Munich, la Russie a déclenché, en 2007 le début d'une révolution géopolitique. D'autres Etats comme la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud l'ont rejointe et forment aujourd'hui un groupe qui aspire à un monde multipolaire. Dans cette perspective, la guerre en Ukraine et la défaite de l'Occident ont servi de catalyseur à ce processus.⁶²

En effet, de nombreux historiens consentent que la véritable cause de la guerre est le déclin de l'Occident et surtout des Etats-Unis. Après la Seconde Guerre mondiale, ils représentaient encore 45 % de la production industrielle mondiale tandis que celle d'aujourd'hui atteint à peine les 27 %. En 2000, 66 % du commerce mondial se déroulaient en dollars tandis qu'en 2022, il se trouvait réduit à 47 %. Au premier trimestre 2023, le taux des transferts en dollars se fixait à 40 %. En 20 ans, les réserves d'échanges monétaires en dollars ont chuté de 71 % à 60 %. En 2022, sur 340 millions d'Américains, 140 millions appartenaient aux couches «faiblement rémunérés» ou pauvres.

La situation se présente similaire pour l'ensemble de l'Occident: en 1980, l'Occident représentait 80 % de l'économie mondiale et le rest du monde a contribué à hauteur de 20 %. Aujourd'hui, les pays émergents en représentent près de 70 %, contre à peine plus de 30 % pour l'Occident.⁶³

Emmanuel Todd en arrive aux conclusions suivantes: «Si la Russie gagne [cette guerre], le système impérial des Etats-Unis s'effondre [...]. Si la Russie survit, conserve le Donbass et la Crimée, si son économie continue de fonctionner et si elle peut réorganiser ses re-

«Cinq guerres en une»

suite de la page 5

lations commerciales avec la Chine et l'Inde – alors l'Amérique aura perdu la guerre. Et par la suite, elle perdra ses alliés. C'est pourquoi l'Amérique et l'OTAN continueront. [...] Sa cause principale est la crise de l'Occident [...] L'Occident a perdu ses valeurs et se trouve dans une spirale d'autodestruction. [...] La Russie est en train de se redéfinir en tant que grande puissance culturellement conservatrice et techniquement avancée.»⁶⁴

L'historien norvégien Glenn Diesen écrit : «La guerre d'Ukraine était une conséquence prévisible d'un ordre mondial non durable, avec une Ukraine se transformant en champ de bataille pour la lutte en quête de l'ordre mondial, oscillant entre une hégémonie globale ou un monde multipolaire selon le concept de la Paix westphalienne de 1648. L'objectif d'abattre la Russie militairement, économiquement ou politiquement par un isolement global a échoué. L'OTAN a réagi par une escalade et des mises en scènes continues. Comme il est fait reconnu que l'Ukraine a été de plus en plus détruite par des souffrances inimaginables et que ses objectifs militaires n'ont pas été atteints, la seule solution possible au conflit pour l'Occident est de reconnaître les intérêts légitimes de la Russie en matière de sécurité et de désamorcer ainsi le dilemme de la sécurité. Les difficultés proviennent du fait que cela mettrait fin à l'ère de l'hégémonie libérale.»⁶⁵

En 2016 déjà, bien avant l'invasion russe et en pleine guerre de l'Ukraine contre les républiques séparatistes, l'historien britannique Richard Sakwa avait déclaré dans son livre «Frontline Ukraine» que la guerre en Ukraine était le «suicide de l'Europe».⁶⁶ L'intégration européenne s'est avérée être un vœu pieux. Confrontée à la tâche de panser les plaies de la guerre froide et de construire les fondations d'un continent uni, l'UE a échoué de manière spectaculaire. L'Union européenne a dégénéré en machine à collecter des fonds pour l'OTAN. Si elle continue dans ce sillon, elle sera gérante de sa propre faillite.

Entre-temps, aux Etats-Unis, on parle déjà ouvertement du fait que ce seront les Européens qui doivent se charger des conséquences de la guerre. La Banque mondiale estime les coûts de la reconstruction à 411 milliards de dollars.⁶⁷ Bloomberg parle même d'un billion de dollars.⁶⁸ Selon l'*Institut de l'économie allemande*, cela chargerait les budgets de l'Union européenne d'une somme dépassant la centaine de milliards : si l'on se réfère au budget pluriannuel actuel de 2021–2027, les experts estiment les coûts engendrés à environ 130 à 190 milliards d'euros ; et la guerre n'est pas encore terminée.⁶⁹ L'Allemagne est le plus grand contributeur net de l'UE. Les coûts de la guerre et les charges de la reconstruction seront donc finalement à la charge des contribuables allemands.

«Entre-temps, aux Etats-Unis, on parle déjà ouvertement du fait que ce seront les Européens qui doivent se charger des conséquences de la guerre. La Banque mondiale estime les coûts de la reconstruction à 411 milliards de dollars. Bloomberg parle même d'un billion de dollars. Selon l'Institut de l'économie allemande, cela chargerait les budgets de l'Union européenne d'une somme dépassant la centaine de milliards : si l'on se réfère au budget pluriannuel actuel de 2021–2027, les experts estiment les coûts engendrés à environ 130 à 190 milliards d'euros ; et la guerre n'est pas encore terminée. L'Allemagne est le plus grand contributeur net de l'UE. Les coûts de la guerre et les charges de la reconstruction seront donc finalement à la charge des contribuables allemands.»

L'Allemagne a déjà dépensé près de 150 milliards d'euros pour la guerre en Ukraine, de l'argent qui manque dans l'éducation, les retraites, la santé, les infrastructures, le logement et le secteur social.⁷⁰ Des coupes massives dans le secteur social en seront la conséquence. Les milliards nécessaires pour financer les écoles et les universités feront défaut. Le manque de qualifications, en particulier chez les jeunes diplômés, va s'accroître, nous nous dirigeons vers une «ère de l'idiotie», comme l'a appelé mon ami *Ramon Schack* dans un livre. Les infrastructures se dégraderont insidieusement. Aujourd'hui déjà, des milliers de ponts en Allemagne sont en mauvais état, les investissements dans les routes et les voies ferrées font défaut. Cela augmente les coûts logistiques des entreprises et rend plus difficile la recherche d'une bonne relève.

Ailleurs, Emmanuel Todd réaffirme son point de vue selon lequel la Russie mène une «guerre défensive et préventive» : «Cette guerre est [...] devenue existentielle pour les Etats-Unis. Pas plus que la Russie, ils ne peuvent se retirer de ce conflit, ils ne peuvent pas lâcher prise. C'est pourquoi nous nous trouvons désormais dans une guerre sans fin, dans une confrontation dont le résultat doit être l'effondrement de l'un ou de l'autre.»⁷¹

Cependant, le chef du département d'Etat américain Marco Rubio a désormais clairement formulé un changement de cap de Washington, dans une interview que l'on peut également trouver dans son intégralité sur le site du *Foreign Office* et à laquelle on peut donc attribuer un caractère programmatique :

«Je pense que le système westphalien d'Etats souverains a été perdu à la fin de la guerre froide parce que nous étions la seule puissance dans le monde. Nous avons donc pris cette responsabilité de devenir dans de nombreux cas quelque chose comme le gouvernement mondial, en essayant de résoudre chaque problème. Ainsi, il est normal pour le monde entier d'avoir une seule puissance dirigeante unipolaire. Mais c'était une anomalie. C'était un résultat de la guerre froide. Cependant, il est pos-

sible que nous revenions à un monde multipolaire, à plusieurs grandes puissances dans différentes parties du monde. C'est ce que nous voyons aujourd'hui avec la Chine et, dans une certaine mesure, avec la Russie. [...] Aujourd'hui plus que jamais, nous devons nous rappeler que la politique étrangère est menée dans l'intérêt national des Etats-Unis et qu'elle devrait, si possible, éviter les guerres.»

Marco Rubio vient donc d'admettre l'échec de l'unilatéralisme. Il confirme le diagnostic de mon défunt collègue *Jonathan Schell* qui, en 2003 déjà, avait qualifié le concept d'un monde unipolaire comme rupture avec la voie de la coopération et du partenariat menant contrairement à l'intervention militaire et aux guerres d'agression contraires au droit international – à une politique impérialiste, guidé par Washington qui s'engagerait sur la voie de l'arrogance et de l'ignorance, «préparant ainsi le terrain pour une catastrophe».⁷²

La guerre économique mondiale

Les Etats-Unis et leurs satrapes européens ont cru pouvoir mettre la Russie à genoux en lui imposant des sanctions économiques. Je me souviens encore de la phrase d'*Annalena Baerbock* : «Ces sanctions vont ruiner la Russie!» L'Occident a gelé les actifs étrangers de la Fédération de Russie à hauteur d'environ 300 milliards d'euros, les grandes banques russes se sont vues interdire l'accès au système de paiement SWIFT, les entreprises russes ont été privées de la possibilité d'acheter des équipements de haute technologie ou des biens à double-usage en Occident, des groupes de production d'énergie comme *Shell*, *BP* ou des organisations logistiques comme *Maersk* ont quitté la Russie. Ces sanctions, qui n'ont pas été décidées par l'ONU, sont toutes illégales au regard du droit international.

Entre-temps, tous ces gens ont fait profil bas lorsque les instituts de recherche allemands ont eux aussi réalisé que les sanctions avaient eu un effet boomerang.⁷³ La campagne économique contre la Russie a échoué. Elle a entraîné

une hausse des prix de l'énergie, des matières premières et des denrées alimentaires en Occident. Du fait des sanctions, les entreprises américaines ont perdu plus de 300 milliards de dollars. Pour Trump, c'est vraiment trop.⁷⁴

Avec la destruction du gazoduc *Nord Stream*, que le chercheur *Seymour Hersh* attribue à Washington, le piège de l'énergie s'est refermé sur l'Allemagne. La puissance économique de la Russie a été scandaleusement sous-estimée. En matière de production d'acier ou d'aluminium – deux matériaux essentiels à la guerre – la Fédération de Russie a dépassé l'Allemagne et fait jeu égal avec les Etats-Unis.⁷⁵ En matière de capacités militaires également, Moscou a, selon les analystes militaires américains, une nette avance.⁷⁶

En Allemagne, près de 40 % de la population ne possèdent absolument aucune fortune significative, ce qui les expose à une pression financière considérable dans le cas d'une situation de crise telle que la pandémie du Covid-19, ou de l'explosion des prix de l'énergie consécutive à la guerre en Ukraine et à l'inflation. D'autre part, le patrimoine privé est si étroitement concentré entre les mains d'un petit nombre que les cinq familles d'entrepreneurs allemands les plus riches (*Albrecht/Heister*, *Boehringer/von Baumbach*, *Kühne*, *Quandt/Klatten* et *Schwarz*) possèdent à elles seules environ 250 milliards d'euros, soit davantage que la moitié de ce dont disposent les plus pauvres de la population ensemble, c'est-à-dire largement plus de 40 millions de personnes. Sur nos quelques 250 milliardaires, un seul provient d'Allemagne de l'Est. Or, la pauvreté y est encore plus répandue et la part des salariés travaillant dans le secteur à faible rémunération, environ 30 %, est bien plus importante qu'en Allemagne de l'Ouest.⁷⁷

Par contre, l'économie russe est en pleine croissance sur les nouveaux marchés d'Eurasie et du Sud mondial. Seuls les Etats-Unis, le Canada, les 27 Etats membres de l'UE, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, l'Ukraine, le Royaume-Uni, les Bahamas, la Corée du Sud et Taïwan, ainsi que sur certains points la Turquie, sanctionnent la Russie.⁷⁸ Selon mes calculs, cela représente actuellement 40 Etats. Les Nations unies comptent 193 Etats membres. Les 153 autres entretiennent toujours des liens commerciaux avec la Russie.

L'historien américain Nikolaï Petro de l'université de Long Island a fait remarquer que les sanctions n'ont pas eu l'effet escompté pour deux raisons : premièrement, la Russie a depuis 2014 expérimenté la gestion des sanctions et a consolidé sa résilience économique intérieure. Deuxièmement, la Russie compte toujours 153 pays partenaires. On parvient ainsi à contourner globalement les sanctions.⁷⁹ Il le faut bien, car de nombreux pays d'Afrique dépendent des importations de céréales russes. Les sanctions occidentales contre la Russie ont

suite page 7

Celui qui gagnera à coup sûr la guerre en Ukraine...

par Daniel Kersfeld, Argentine

Alors que le conflit avec la Russie commence à se refroidir grâce à l'intervention directe de Washington, les banques, et notamment les «fonds vautours», y jouent un rôle clé. Ils attendent impatiemment d'encaisser (et surtout de tirer leurs profits) pour les services fournis en Ukraine, tout en commençant à planifier l'avenir économique de ce pays en garantissant leur propre avantage. *BlackRock*, le plus grand groupe de fonds d'investissement au monde, avec un actif d'environ 12 billions de dollars, *PIMCO* (*Pacific Investment Management Company*), la sixième plus grande société d'investissement internationale au monde, et *JP Morgan Chase*, la plus grande banque du monde, forment un puissant conglomérat financier basé aux Etats-Unis. Il est resté fidèle à l'Ukraine ces dernières années, ce en échange de contrats lucratifs.

Les relations entre Kiev et *BlackRock* remontent à 2014, lorsque le fonds d'investissement est devenu l'un des principaux créanciers de la dette publique ukrainienne après le coup d'Etat pro-occidental contre le Président d'alors, *Viktor Ianoukovitch*.

Ce lien devait toutefois s'approfondir sous le gouvernement actuel de *Volodimir Zelensky* et surtout depuis le début de la guerre contre la Russie, en février 2022, lorsque d'autres entreprises spécialisées dans la maximalisation des profits et la spéculation financière s'y sont associées, avec des prati-

ques d'extorsion sans cesse renouvelées. Et ce, après avoir repris une partie de la gigantesque dette extérieure de près de 170 milliards de dollars convenue avec le FMI et la Banque mondiale.

Alors que la guerre était déjà en cours, *BlackRock* et *PIMCO* se sont mis d'accord à suspendre la charge d'intérêts pour deux ans. Début 2024, l'accord a été prolongé d'une année supplémentaire, à condition que *Zelensky* charge ces entreprises de trouver des investissements privés pour la reconstruction de l'après-guerre. Ces «fonds vautours» ont joué un rôle de premier plan dans ce nouveau développement économique, en leur permettant de diverses entreprises intéressées par des gains rapides en Ukraine dans ce domaine ainsi qu'en leur facturant convenablement cette activité.

En plein Forum de Davos en janvier dernier, *Zelensky* a tenu des réunions secrètes avec les principaux PDG et CEO de multinationales pour conclure, pratiquement à l'abri des regards, des transactions risquées de l'ordre des dizaines de millions. Toujours coordonné par les organisations alliées, le Président ukrainien a rencontré les dirigeants d'entreprises du monde de la finance internationale comme *Bridgewater Associates* et *Carlyle Group*, des entreprises axées sur les investissements immobiliers comme *Blackstone*, des centres informatiques comme *Dell*

et des conglomérats sidérurgiques comme *ArcelorMittal*.

L'influence des entreprises financières occidentales dans les négociations de paix est incontestablement grande, à tel point qu'elles ont déjà fixé leur propre plan pour l'Ukraine d'après-guerre, qui va bien au-delà des privatisations rapides et de l'annulation de contrats gênants dans le secteur public.

Avec le soutien de l'administration de *Donald Trump*, le principal intérêt des fonds d'investissement est la création prochaine d'une «banque de reconstruction», inspirée de leur propre expérience en tant que société de capital-risque et gérée à l'échelle internationale. Ce projet est très éloigné du «plan Marshall 2.0» proposé par les principales capitales européennes pour favoriser certaines entreprises dans les domaines de la défense, des transports ou de l'industrie en Ukraine. Tout porte à croire que c'est face à ce genre de plans que l'Europe se trouve à l'écart de cette première phase du «dialogue».

Les créanciers des emprunts ukrainiens, en dépit de prendre *Zelensky* pour leur allié le plus important et ne craignant pas de barrières politiques pouvant bloquer la récupération des paiements échoués, ont déjà obligé le cabinet d'avocats *Weil Gotschal* et l'entreprise de conseil *PJT Parkers* de préparer, face aux conflits imminents, une dispute juridique.

Enfin, la fin de la guerre ne correspond en rien à celle tant attendue aux Etats-Unis, et encore moins en Europe où l'OTAN est à genoux face à une Russie victorieuse. En outre, dans les mois à venir des changements imprévisibles mais importants pourraient se produire en Ukraine, notamment si des remaniements majeurs interviennent sur la scène politique et militaire. Mais le plus important est qu'un grand groupe d'obligataires, représenté par des «fonds vautours», espère obtenir 23 milliards de dollars du fond destinée à la reconstruction de la dette ukrainienne, qui sera immédiatement lancée dès le début de l'après-guerre.

Pendant ce temps, *BlackRock*, *PIMCO*, d'autres fonds d'investissement et un nombre croissant d'entreprises, de banques et de multinationales espèrent réaliser déjà de grands bénéfices économiques avec une Ukraine extrêmement affaiblie et lasse de guerre. A condition, bien sûr, que leur partenaire privilégié, *Volodimir Zelensky*, reste à la tête de l'Etat acceptant de rembourser intégralement toutes les dettes, notamment en cédant des ressources minières et des terres à diverses entreprises économiques, et ce de manière probablement largement incontrôlée. •

Source : <https://www.pagina12.com.ar/804688-ucrania-una-paz-mediada-por-los-fondos-buitre>
du 18 février 2025

(Traduction *Horizons et débats*)

«Cinq guerres en une» suite de la page 6

fait grimper les prix des céréales de 30 %, produisant ainsi une montagne de cadavres africains. Ce n'est pas la Russie qui est isolée, mais l'Occident. Le *European Council On Foreign Relations* (Conseil européen des relations étrangères) a trouvé la formule suivante: «United West, divided from the rest.»⁸⁰

Fin 2022, la Russie occupait le deuxième rang des fournisseurs de pétrole brut de la Chine. L'Inde est également un important client en matière de pétrole. Le pays ne produit que 10 % de ses besoins intérieurs. Mais 34 % du reste de la consommation indienne de pétrole en 2023 provenait de Russie.

Dans le même temps, les routes commerciales orientales sont en cours de développement. Dans les chantiers navals de Saint-Petersbourg, on construit de nouveaux brise-glaces à propulsion nucléaire qui rendront possible le transport de pétrole et de gaz vers la Chine et l'Inde via le Pôle Nord tout au long de l'année. Un contrat entre l'agence russe de l'énergie atomique *Rosatom* et la société chinoise *Hainan Yangpu Newnew Shipping Co. Ltd.* régit la construction de nouveaux porte-conteneurs naviguant sur la glace. Selon *Rosatom*, ce sont plus de 3 millions de tonnes de marchandises en transit qui y transiteront en 2024.

L'extension du *North-South Transport Corridor* (INSTC), long de 7 200 kilomètres, qui reliera Saint-Petersbourg aux ports du sud de l'Iran et continuera vers Mumbai, avance également. Ces itinéraires de transit contournent l'Europe et réduisent ainsi de moitié les itinéraires standard passant par la Méditerranée et le canal de Suez. Le temps de transport de Moscou à Mumbai passe ainsi de 40 à 60 jours à 25 à 30 jours, ce qui diminue les coûts de transport de 30 %. Des progrès ont également été réalisés sur la route occidentale passant par l'Azerbaïdjan.

Le fret ferroviaire y a augmenté de 30 % en 2023. En juin 2024, on a ouvert une liaison ferroviaire entre la mer Caspienne et le golfe Persique.⁸¹ Dans le même temps, les routes de l'Europe vers l'Asie via le canal de Suez deviennent plus dangereuses. Au large du Yémen en Mer Rouge, les rebelles Houthis constituent une menace pour les cargos, sur fond de réponse au génocide perpétré par Israël à Gaza. Moscou s'est imposé dans la guerre commerciale avec l'Occident.

Toutefois, les conséquences de la guerre économique n'ont pas le même impact sur les États-Unis et l'Europe. L'Ukraine est le plus grand perdant de cette guerre, tout un pays, des centaines de milliers de personnes sont sacrifiées sur l'autel des intérêts géopolitiques et économiques. Le deuxième perdant est l'Allemagne.

L'institut *Ifo* de Munich a enregistré une baisse de la confiance des entreprises dans l'industrie automobile en août 2024: elle a chuté de 6,2 % à moins 24,7 %, un véritable «plongeon» au niveau du moral, comme l'a indiqué *Anita Wölff*, experte de l'*Ifo*. Il y aurait une pénurie de commandes, notamment en provenance de l'étranger.⁸² Suite à la hausse des prix de l'énergie, 37 % des entreprises industrielles ont l'intention de délocaliser leur production dans d'autres pays. Les principaux instituts économiques mettent en garde contre l'affaiblissement des capacités de croissance de l'Allemagne.⁸³ Selon une étude de l'école supérieure suisse *IMD*, l'économie allemande est en perte de vitesse sur presque tous les facteurs d'implantation.⁸⁴ *Creditreform*, agence de crédit et de renseignements, a enregistré le plus grand nombre de faillites d'entreprises depuis près de dix ans.⁸⁵ L'Institut de l'économie allemande constate d'importantes sorties nettes d'investissements directs d'Allemagne et parle ouvertement de désindustrialisation.⁸⁶

La Chine et les États-Unis sont en train de se libérer du système d'exportation allemand.

Le découplage de l'énergie russe bon marché affecte l'industrie allemande. Le *Leibniz Zentrum für Europäische Wirtschaftsforschung und Creditreform* ont estimé dans leur rapport sur les fermetures d'entreprises que 176 000 d'entre elles avaient mis la clé sous la porte l'année dernière. Ils considèrent que les coûts élevés de l'énergie et des investissements, la rupture des chaînes d'approvisionnement, le manque de personnel et l'incertitude politique en sont les causes principales. Tout cela constitue un «cocktail toxique» pour l'économie.⁸⁷

Le 28 août 2024, lors de la rencontre de la *Eurasien-Gesellschaft* qui s'est tenue à l'église orthodoxe russe de Charlottenburg, *Michael Schumann*, Président du conseil d'administration de l'*Association fédérale pour le développement économique et le commerce extérieur* (BWA) à Berlin, a déclaré: «Nous travaillons selon le principe de l'arche de Noé: lorsque le déluge anti-russe et les sanctions contre la Russie surviennent, nous entassons les entreprises les plus importantes sur un bateau, nous relevons les cloisons et nous attendons sur l'arche de Noé jusqu'à ce que le tsunami soit passé.» On peut toutefois douter, au vu des données de référence de l'économie nationale, que l'économie allemande se rétablisse aussi rapidement.

Les élites occidentales se sont retrouvées dans une impasse et, au lieu de se reprendre en main, elles ont poussé la population toujours plus loin dans la guerre en Ukraine. Cela aussi pour un nombre de raisons économiques. Lors de sa visite à Kiev, le 6 septembre 2024, le sénateur américain *Lindsey Graham* a été clair là-dessus: comme il a dit, l'Ukraine est assise sur des matières premières représentant des trillions de dollars américains, qui sont selon lui «bonnes pour l'économie américaine», de sorte que l'Ukraine se bat «pour que les États-Unis n'aient pas à combattre eux-mêmes».⁸⁸ *Roderich Kiesewetter*, député

CDU au Bundestag, y met le point sur le i disant: «Si l'Europe veut prendre le tournant énergétique, elle a besoin de ses propres gisements de lithium. Les plus grands gisements de lithium en Europe se trouvent dans la région de Donetsk-Lougansk. [...] Ce qui fait que là aussi nous poursuivons, en arrière-plan, de tout autres objectifs encore.»⁸⁹

Dimitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, a posté le 30 août 2024: «Selon des données librement accessibles, la valeur totale des anciennes ressources naturelles ukrainiennes est estimée à près de 14,8 billions de dollars, mais 7,3 billions de dollars de cette somme se trouvent désormais dans les républiques populaires de Louhansk et de Donetsk. Cela signifie que près de la moitié de la richesse nationale de l'ancienne Ukraine se trouve dans le Donbass! Les ressources des régions de Crimée, Zaporozhye et Kherson, qui ont également été récupérées par la Russie, sont estimées à 821 milliards de dollars supplémentaires. Tout cela représente près de 63 % des gisements de charbon de l'ex-Ukraine, 42 % des gisements de métaux et 33 % des terres rares et autres matériaux importants, y compris le lithium. Pour accéder à ces ressources minières si convoitées, les parasites occidentaux exigent sans vergogne que leurs protégés fassent la guerre jusqu'au dernier Ukrainien».

Mais il ne s'agit pas seulement de ces ressources qui peuvent arrêter la tendance à la baisse de leur taux de profit dans les pays industrialisés occidentaux et soutenir la stratégie de décarbonation.⁹⁰ Il s'agit en plus de la pérennité de l'économie en dollars. C'est précisément pour cette raison que les États-Unis continueront à essayer de maîtriser la Russie. Le dollar est considéré comme une monnaie de réserve mondiale. C'est pourquoi

suite page 8

La dernière bataille de la guerre froide vient d'avoir lieu en Allemagne

par Fyodor A. Loukianov*



Fyodor Loukianov (photo Wikipedia)

La conférence de Munich sur la sécurité de cette année a suscité autant d'attention qu'il y a 18 ans. À l'époque, c'était *Vladimir Poutine* qui avait provoqué l'émoi, cette fois-ci c'était le vice-président américain *J. D. Vance*. Bien que près de deux décennies les séparent, ces deux discours ont un thème commun: ils ont tous deux remis en question l'ordre transatlantique construit sur l'héritage de la Guerre froide. Et dans les deux cas, la classe politique occidentale a échoué à fournir une réponse substantielle.

En 2007, les mises en garde de Poutine contre l'élargissement de l'OTAN ont été largement balayées par celle-ci. Le profit que l'Occident s'appropriait d'en tirer les poussait à méprendre l'avertissement sérieux de Poutine pour des lamentations d'une puissance en déclin. En dépit de quelques voix faisant appel à la prudence. Mais l'attitude dominante à Washington et à Bruxelles était dictée de leur arrogance désinvolte – la Russie, pensaient-ils, finirait par s'y soumettre. Les conséquences de cette erreur d'appréciation sont désormais clairement visibles pour tous.

* *Fyodor Aleksandrovitch Loukianov* (né le 1^{er} février 1967 à Moscou) est un politologue russe, rédacteur en chef de la revue *Russia in Global Affairs*, Président du comité dirigeant de l'organisation non gouvernementale *Conseil de la politique étrangère et de défense*, membre de la présidence de l'organisation à but non lucratif *Conseil russe des affaires internationales*, Directeur de recherche de la Fondation pour le développement et le soutien du Club de discussion international «Valdaï», professeur de recherche à la *National Research University Higher School of Economics*, auteur et animateur du programme «International Review» et l'un des auteurs de la *Grande Encyclopédie russe*.

Aujourd'hui, le vice-président américain a présenté une autre perception. Son discours a signalé un profond fossé idéologique au sein même de l'Occident, auquel les chefs d'État et de gouvernement d'Europe occidentale ne semblent pas préparés. En réaction, le Président français *Emmanuel Macron* a convoqué un sommet d'urgence afin de définir une position commune. Mais l'UE a-t-elle vraiment pris la mesure de l'ampleur du défi? Ses premières réactions empêchent de le croire. Il lui reste l'espoir – même s'il n'est pas justifié – que l'on puisse simplement attendre que cette tempête passe.

Représailles, idéologies et un ordre mondial en mutation

Il y a plusieurs explications aux déclarations de Vance à Munich. La plus immédiate est la vengeance. Pendant des années, les dirigeants d'Europe occidentale ont ouvertement dénigré *Trump* et ses alliés, pensant qu'ils pouvaient le faire sans conséquences. Maintenant que *Trump* est de retour, ils doivent constater que leurs paroles ne sont pas oubliées.

Mais en fait, on a affaire à une divergence idéologique plus profonde.

À bien des égards, les critiques de Vance à l'égard de l'Europe rappellent les griefs qui ont poussé les colons du Nouveau Monde à se détacher de l'Ancien Monde il y a des siècles: la tyrannie, l'hypocrisie et le parasitisme.

Lui et d'autres, par exemple *Elon Musk*, s'immiscient sans vergogne dans les affaires européennes – attitude que les idéologues libéraux ont longtemps justifiée au nom de la prétendue promotion de la démocratie. Désormais, le débat sur ce que signifie réellement la démocratie s'est étendu au-delà des États-Unis à l'ensemble de l'alliance transatlantique. Ce combat idéologique marquera le parcours de l'Occident dans les décennies à venir.

Le troisième et principal facteur derrière le discours de Vance est le changement général de la dynamique régissant le pouvoir mondial. Le monde a changé. S'il est encore trop tôt pour définir complètement le nouvel ordre, une chose se désigne clairement: les anciennes voies de comportement ne fonctionnent plus. La démographie, les déplacements économiques, la compétition technologique et les réorientations militaires modifient l'équilibre mondial.

Au cœur de ces changements se trouve une question clé pour l'Occident: doit-il mettre un terme définitif à la Guerre froide telle qu'elle a été définie au 20^e siècle ou doit-il poursuivre la lutte sous de nouvelles conditions? Jusqu'à présent, la réponse de l'Europe occidentale a été de s'en tenir à la confrontation – surtout parce qu'elle n'a pas réussi à intégrer ses anciens adversaires de manière à assurer son propre avenir. Les États-Unis, en revanche, signalent de plus en plus leur volonté d'évoluer. Ce changement n'est pas propre à *Trump*; tous les présidents américains depuis *George W. Bush* ont, à des degrés divers, mis l'Europe à l'écart au profit d'autres régions. *Trump* n'a fait que l'exprimer le plus clairement possible.

Le dilemme de l'Europe occidentale: s'accrocher au passé ou faire face à l'avenir

Que va faire l'Europe occidentale ainsi défiée? Pour l'instant, elle semble soucieuse de préserver le cadre idéologique et géopolitique de la Guerre froide. Il ne s'agit pas seulement de sa sécurité, mais aussi de préserver sa propre importance. L'UE est un produit de l'ordre mondial libéral, ce qui lui inflige le besoin d'un adversaire défini pour justifier sa cohésion. Un ennemi familier – la Russie – remplit bien mieux cet objectif qu'un ennemi inconnu comme la Chine.

De ce point de vue, il est logique de supposer que certains pourraient même tenter d'exacerber les tensions au point que les États-Unis n'aient d'autre choix que d'intervenir. Quant à savoir si le bloc est réellement en mesure de provoquer une telle crise, c'est une toute autre question.

Pour les États-Unis, la situation est encore plus complexe. D'une part, le dépassement du vieux cadre de la Guerre froide permettrait à Washington de se concentrer sur ce qu'il considère comme les véritables défis de l'avenir – la Chine, le Pacifique, l'Amérique du Nord, l'Arctique et, dans une moindre mesure, le Moyen-Orient. L'Europe occidentale a peu à offrir sur ces théâtres d'opérations. D'un autre côté, il ne faut pas s'attendre à un abandon total du continent. *Trump* n'est pas isolationniste; il nourrit en lui-même justement un autre modèle de son empire – celui qui permettra aux États-Unis de tirer davantage de profit et assumer moins de charges.

Il faudrait comprendre dans ce contexte l'appel de Vance à l'Europe occidentale qu'elle «mette de l'ordre dans sa démocratie». Il ne s'agit pas de répandre la démocratie au sens traditionnel du terme, mais d'améliorer la gouvernance d'une province que les États-Unis considèrent de plus en plus comme dysfonctionnelle. En fait, l'attitude de Vance vis-à-vis de la souveraineté européenne est sans doute plus hostile encore que celle de ses prédécesseurs libéraux, qui ont au moins fait des déclarations, au moins du bout des lèvres, sur l'unité transatlantique.

Assistons-nous à la dernière bataille de la guerre froide?

Le discours de Vance à Munich n'a pas été seulement une nouvelle salve rhétorique dans le conflit entre les États-Unis et l'Europe. Il a constitué un jalon dans l'évolution de la pensée atlantique. Pendant des décennies, l'alliance transatlantique est partie du principe que la guerre froide n'avait jamais vraiment pris fin.

La question centrale est désormais de savoir s'il faut y mettre un terme définitif et en entamer une nouvelle dans des conditions différentes.

La stratégie perpétuelle de l'UE – le maintien de la confrontation avec la Russie comme moyen d'assurer sa propre cohérence – pourrait ne pas être tenable à long terme. Au moment où les États-Unis se retirent en effet donnant la priorité à leurs propres intérêts ailleurs, Bruxelles devra réévaluer sa position. Continuera-t-elle à s'appuyer sur un cadre datant de l'époque de la guerre froide se révélant de plus en plus inadaptée au monde moderne, ou reconnaîtra-t-elle enfin le changement et s'y adaptera-t-elle en conséquence?

Le fossé transatlantique s'élargit actuellement. Les décisions qui seront prises dans les mois à venir permettront de savoir si ce fossé conduira à une rupture durable – ou s'il s'agit du début d'un nouvel ordre géopolitique dans lequel l'Europe occidentale apprendra enfin à se tenir debout sur ses propres jambes. •

Source: *Russia in Global Affairs* du 21/02/25; <https://eng.globalaffairs.ru/articles/last-battle-cold-war-loukianov/>

(Traduction *Horizons et débats*)

«Cinq guerres en une» suite de la page 7

la banque centrale américaine peut émettre des dollars en quantité illimitée. Car chaque nation a besoin de dollars et doit conserver des réserves de dollars pour pouvoir commercer et surtout acquérir des matières premières comme le pétrole et le gaz naturel. C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis sont capables d'exporter leur inflation: le monde entier fonctionne comme une éponge qui absorbe cette inflation et permet au gouvernement américain d'accumuler d'énormes déficits, de financer un budget militaire astronomique et de permettre à une infime partie de la population de s'enrichir sans mesure. Ceux qui veulent sortir de l'économie du dollar subissent le sort de la Libye, de l'Irak, de l'Iran ou du Venezuela. C'est là que la Russie entre en jeu. Car la Russie est une menace pour la prolifération déchaînée du dollar américain. La Russie est devenue étonnamment résiliente au cours des 20 dernières années et ne peut pas être simplement contrainte de se mettre à genoux par une intervention militaire. La Russie garantit de réduire la taille de l'éponge du dollar. Mais plus l'éponge se rétrécit, plus il est difficile pour les Etats-Unis de financer leur déficit et de maintenir leur hégémonie économique.⁹¹

On touche là – sous différentes perspectives – aux nerfs qui nourrissent la guerre. Emmanuel Todd part du principe qu'à cet égard, la troisième guerre mondiale a déjà commencé. Mais ce conflit mondial se déroule différemment de ce que souhaiterait l'Occident. Todd énumère dix surprises majeures concernant cette guerre en Ukraine: «La dixième et dernière surprise est en train de se matérialiser. C'est la défaite de l'Occident. On s'étonnera d'une telle déclaration alors que la guerre n'est pas terminée. Mais cette défaite est une certitude, car l'Occident préfère s'autodétruire plutôt qu'il n'est attaqué par la Russie.»⁹²

Les Etats-Unis vont lutter contre ce déclin économique, y compris aux dépens de leurs vassaux. Dans la guerre d'Ukraine, ils n'ont pas réussi à s'imposer militairement face à la Russie. C'est pourquoi Trump a également parlé à Poutine de l'économie en dollars et c'est pourquoi il vise davantage la coopération que la confrontation. Le fait que les Européens passent pour des idiots est un dommage collatéral éminemment souhaitable.

La guerre contre la population

Lorsque je parle d'une guerre contre la population, je m'inspire d'une idée de l'écrivain *George Orwell*. Dans son roman dystopique «1984», il explique: «La guerre est menée par chaque groupe dominant contre ses propres sujets, et le but de la guerre n'est pas de conquérir des territoires ou de les empêcher, mais de maintenir la structure de la société. Le mot «guerre» lui-même est donc devenu trompeur. Il serait probablement plus juste de dire que la guerre a cessé d'exister parce qu'elle est devenue état permanent.»⁹³

Ailleurs dans son roman prophétique, on lit que toutes les guerres modernes servent en premier lieu à cet «état permanent»⁹⁴, ce qui signifie que la guerre n'est plus dirigée en premier lieu contre l'ennemi extérieur. Il s'agit par contre de surveiller sa propre population et d'exproprier la classe moyenne et les salariés.

Nous n'avons pas affaire à une lutte pour les valeurs occidentales ou l'ordre fondé sur des règles. Comme l'a expliqué l'analyste économique américain *Martin Armstrong*, il s'agit d'une urgence politique. Nos élites occidentales au pouvoir ont besoin de la guerre, car elles se sont engagées dans une impasse. Face à la crise de Corona, par exemple, on peut dire, avec l'historien néerlandais *Kees van der Pijl*: «Ce qui se déroule sous nos yeux, c'est le remplacement progressif du libéralisme occidental par une structure étatique et sociale autoritaire.» Tout enfreinte à la liberté est due au virus – sur un autre niveau, à la lutte pour les valeurs occidentales contre le dictateur Poutine. «L'état de guerre déclaré au printemps 2020 sert en réalité à garantir l'ordre existant.» Avec la lutte contre la terreur après le 11 septembre déjà, «la promesse du rêve américain s'est rapidement évaporée et a été remplacée par la politique de la peur, une forme de gouvernement basée sur la permanence de l'angoisse publique. Avec le *Patriot Act*, la démocratie a reculé de plusieurs

crans. L'évaluation d'Orwell de la guerre permanente comme moyen de garantir l'ordre social existant s'était vérifiée.»⁹⁵

Avec la crise sanitaire due au Corona, l'expropriation de la classe moyenne a massivement augmenté. Comme le montrent les fichiers RKI publiés entre-temps [les protocoles de la commission de crise de l'*Institut Robert Koch*, 2020–2021], les mesures n'étaient pas indiquées sur le plan médical ou virologique, mais sur le plan politique ayant été imposées par des cercles politiques. Les restrictions massives ont eu pour conséquence que de nombreuses petites entreprises ont dû mettre la clé sous la porte. Les services ont été repris par de grandes chaînes ou des groupes numériques. C'est ainsi que sont assurés les marges bénéficiaires des grandes entreprises au détriment des petites. Ce processus va s'accélérer suite à la guerre en Ukraine et aux sanctions de l'Occident. La population s'appauvrit et réduit sa consommation. Les gens sentent qu'ils vont devoir payer le prix de la guerre.

Ceci est particulièrement sensible pour les entreprises de taille moyenne. La situation est différente pour les groupes du DAX (*principal indice boursier allemand*): l'exonération fiscale des plus-values de cession en 2002 sous le chancelier *Schröder* a conduit les banques allemandes à céder leurs participations industrielles et à investir dans des titres structurés. Cela a favorisé l'entrée dans la crise financière. Les participations industrielles ont été reprises par des investisseurs financiers étrangers, notamment américains. Les investisseurs financiers américains sont aujourd'hui présents dans presque tous les groupes allemands DAX. Ils participent aux décisions concernant le management et les bonus. Une stratégie de groupe contraire à leurs intérêts n'est donc pratiquement plus possible.

Pour ces multinationales, une délocalisation des capacités de production vers les Etats-Unis ou la Chine n'est qu'une question de calcul. Elles doivent garantir à long terme les dividendes des actionnaires. En revanche, les entreprises de taille moyenne sont davantage liées à leur lieu d'implantation. Elles subiront donc plus durement les conséquences d'une politique erronée.

La guerre en Ukraine ne fait que promouvoir l'industrie de l'armement au détriment de la population. En Allemagne, le SPD et le FDP exigent une augmentation des dépenses d'armement à 3% du produit intérieur brut, soit 135 milliards d'euros. Les Verts de-

mandent une augmentation à 3,5%, ce qui représenterait 160 milliards d'euros et un tiers du budget fédéral. L'AfD demande 5% du PIB pour l'armement, soit la moitié du budget fédéral de 470 milliards d'euros par an. Cela ne peut être financé que par des coupes financières dans le régime des retraites, de la santé, de l'éducation et infrastructures. Parallèlement, nous observons comment les populations de l'Allemagne et l'UE se désintègrent.

Alors que l'UE injecte de nombreux milliards en Ukraine, plus d'un citoyen européen sur cinq est sans domicile fixe, demandeur d'un hébergement d'urgence ou fait la queue pour obtenir une assiette de soupe auprès d'associations caritatives. Plus de 20 pour cent de la population européenne sont touchés par la pauvreté et le sans-abrisme, selon le calcul issu du journal libanais «*Al Mayadeen*» – soit près de 100 millions de personnes sur 450 millions d'habitants.⁹⁶ La presse européenne n'a quasiment pas fait état de ces chiffres publiés de la Commission européenne.

Mais le plus dangereux est qu'en juillet 2024, le chancelier allemand *Olaf Scholz* a signé un contrat pour le déploiement en Allemagne de nouveaux missiles américains de moyenne portée à partir de 2026, et ce en seul pays européen membre de l'OTAN. L'Allemagne se retrouve ainsi de plus en plus dans la ligne de mire des missiles hypersoniques russes comme *Oreshnik*, capables d'être équipés d'ogives nucléaires. Cela augmente le risque de destruction nucléaire pour la population allemande, car les responsables à Moscou définissent l'Allemagne comme la cible primaire d'une frappe préventive.

Or, la guerre en Ukraine prend les attitudes d'un racket transatlantique des multinationales, dirigé contre leur propre population. On soutire des fortunes directement de la poche des salariés et de la classe moyenne pour les distribuer à des multinationales américaines de l'armement, à des investisseurs financiers et aux groupes agroalimentaires. C'est ainsi qu'on accélère le processus d'appauvrissement. Pire encore: il prend en otage la population, en particulier celle de l'Allemagne, au nom de la politique erronée des bellicistes.

Perspective d'avenir: la trêve mais non pas la paix

Les Etats-Unis continuent leur lutte pour conserver leur suprématie mondiale. Toutefois,

le ton a changé. Ce n'est plus la confrontation avec la Russie qui prévaut, mais une coopération limitée en vue d'un bénéfice mutuel. Les vassaux ne sont pourtant pas consultés. Trump annonce au Président ukrainien Zelensky qu'il doit accepter des pertes territoriales et organiser de nouvelles élections dans les plus bref délais, ce qui pourrait entraîner son élimination politique, voire physique. Les Etats-Unis laissent donc tomber l'Ukraine selon l'attitude «le Maire a rempli sa mission». Pour eux, le projet ukrainien est venu à ses termes. Pour les Etats-Unis, l'Europe n'est plus une priorité.⁹⁷ Ils concentrent désormais leurs efforts sur leur principal rival, la Chine. Le développement et les marchés de l'intelligence artificielle doivent être déchaînés.⁹⁸

La Russie refusera tout cessez-le-feu permettant à l'Ukraine et à l'Occident, après un répit, de reprendre les combats. C'est la conséquence d'une guerre perdue que le vainqueur dicte les conditions. Pour réussir à la table des négociations, il faut d'abord vaincre sur le champ de bataille. Ce que le Kremlin veut obtenir, c'est un ordre de paix paneuropéen qui part du principe d'une sécurité indivisible. Cela se heurte à nombre de difficultés dans un monde unipolaire où la puissance dominante dicte les conditions. La sécurité mutuelle n'est garantie que dans un monde multipolaire.

Les gouvernements de l'UE doivent désormais se charger eux-mêmes de sortir du pétrin dans lequel ils se sont fourrés. Après la conférence de Munich sur la sécurité, ils ont annoncé vouloir déployer des forces armées de maintien de la paix à l'Ukraine. Il est peu probable que Moscou y consente, car le Kremlin considère de facto la Grande-Bretagne et l'UE comme les belligérants.⁹⁹ Cela signifie que l'Ukraine n'atteindra à aucune garantie de sécurité digne de ce nom.¹⁰⁰ Lors des négociations, à l'instar de l'Ukraine elle-même, ils se retrouveront au mieux assis à la table des chats.

Une chose est certaine. Lorsque les hommes politiques européens décideront de soutenir l'Ukraine en faisant cavalier seul, comme l'a laissé entendre le chancelier allemand *Olaf Scholz*, ils devront le faire sans Washington.¹⁰¹ Ils sont pourtant libres acheter aux Etats-Unis les armes dont ils auront besoin à cet effet. Mais cela impliquerait toutefois la poursuite d'une politique basée sur une morale de façade. La formule de la «guerre d'agression non provoquée» s'est démasquée être un conte de fée de la propagande. Bien au contraire, la Russie a riposté à la guerre d'agression menée en violation du droit international par le gouvernement putschiste de Kiev et ses commanditaires occidentaux.

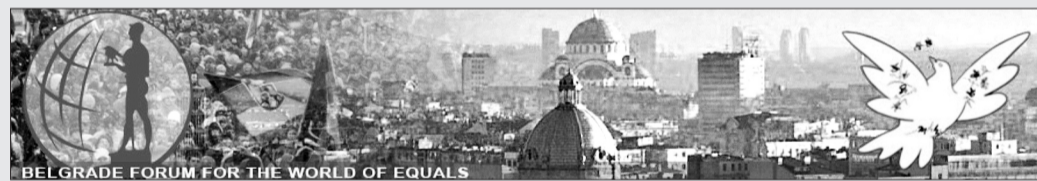
Ce changement de cap ne signifie pas qu'un retour au droit international aura lieu. L'exemple de Gaza montre que les mesures de politique coercitive ne sont plus habillées de la phraséologie de «l'ordre fondé sur des règles». C'est la loi du plus fort qui s'applique, on fait donc l'économie de la duplicité dans ses paroles. Les stratégies impériales, forme suprême du capitalisme financier, sont tout simplement exécutées. Les alliés sont relégués au rang de sous-fifres, de vassaux qui peuvent être utilisés à volonté pour servir les intérêts des Etats-Unis. Ainsi, le concept allemand de «passager clandestin» de l'impérialisme occidental a également échoué: laisser la place aux Etats-Unis pour ensuite recevoir soi-même une partie du butin.

On assiste donc à la situation qu'en Europe, la servilité des élites à orientation transatlantique aveugle et corrompues se venge douloureusement. Le renoncement à toute indépendance en matière de politique étrangère, ou, comme l'a expliqué *Robert Habeck*, l'acceptation d'un «championnat de service», s'avère être une impasse. Les politiques responsables doivent désormais faire accepter à leurs propres populations d'être chargées des coûts de la «guerre la plus évitable du monde» (*Richard Sakwa*). Dans toute l'Europe, mais surtout en Allemagne, s'engagera un processus d'appauvrissement entraînant d'avantage de fractures sociales encore et des luttes pour la répartition des richesses, voire des troubles intérieurs.

Face à cela, l'observateur le plus indifférent devra donc se rendre compte que le cartel des partis au pouvoir a échoué formidablement. Par la suite, l'évolution – attisée par les partisans de Trump – se fera entièrement en fa-

Le «Camp Bondsteel» est à démanteler

Déclaration du Forum de Belgrade pour un monde plus équitable à l'occasion du 23 février – Journée internationale de lutte contre les bases militaires étrangères



Depuis sa création, le Forum de Belgrade pour un monde plus équitable s'est opposé aux bases militaires étrangères parce que ces bases – sous prétexte de maintenir la paix et de répandre la démocratie – ont été et sont toujours un moyen d'asservir les peuples et les Etats, de les déstabiliser et de supprimer la démocratie. Les bases militaires étrangères ne sont rien d'autre qu'un vestige de la guerre froide, liées directement à l'élargissement de l'OTAN vers l'est européen ainsi que de sa volonté d'hégémonie. Elles sont devenues une sorte de symboles d'un ordre mondial unipolaire. Elles sont les plus grandes polluées ayant également été utilisées comme prisons secrètes, stations de transit pour le trafic de drogue illégal, pour la promotion de la prostitution, et autres.

Le Forum de Belgrade exprime sa pleine solidarité avec tous les combattants qui se révoltent contre les bases militaires étrangères en s'engageant en faveur d'un accord global sollicitant leur démantèlement. Le Forum rappelle que nombre de ces bases militaires ont été construites illégalement, sans respecter la volonté démocratique des peuples des pays auxquels elles ont été octroyées.

C'est également le cas de la base militaire américaine de Camp Bondsteel, située dans la province serbe du Kosovo et de la Métochie, qui est l'une des plus grandes bases militaires du monde. Elle a été construite il y a 26 ans, dans le cadre de l'agression criminelle de l'OTAN contre

la République fédérale de Yougoslavie en 1999, sur une partie du territoire de la Serbie, c'est-à-dire de sa province autonome du Kosovo et de la Métochie. Il n'y a pas eu d'accord de la Serbie ou du Conseil de sécurité des Nations unies à ce sujet, bien que cette partie de la Serbie soit temporairement mise sous le mandat du Conseil de sécurité des Nations unies.

C'est pourquoi le Forum de Belgrade s'engage en faveur du démantèlement complet de Bondsteel. Le Forum de Belgrade pour un monde plus équitable salue l'annonce du Président américain *Donald Trump* de retirer les forces militaires d'Europe et attend non seulement le renoncement à la construction de nouvelles bases militaires, mais aussi à celui concernant ces bases existantes.

Le Forum de Belgrade estime que la nouvelle administration américaine n'a aucun intérêt à poursuivre la politique compromise, agressive et arrogante des administrations des *Clinton*, *Nuland*, *Albright*, *Obama* et *Biden*.

Le renoncement à Bondsteel serait, par sa réalisation, un signal de droiture de tous ceux œuvrant en faveur de la paix et ainsi d'une solution pacifique, juste et équitable de la question du Kosovo et de la Métochie, conformément à la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies, à la Charte des Nations unies et à l'Acte final de la CSCE.

Belgrade, le 19 février 2025

(Traduction *Horizons et débats*)

«To heal a world» – 160 ans de photographies de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Exposition à la Maison de la Photographie à Olten

par Diana et Winfried Pogorzelski

A l'occasion de l'«International Photo Festival Olten», la Maison de la photographie présente six cents pièces d'exposition impressionnantes couvrant 160 ans d'aide humanitaire. Cette exposition offre aux visiteurs un aperçu d'envergure sur un immense patrimoine culturel pourtant peu exploré. On obtient une vue inoubliable des interventions de secours de la Croix-Rouge et du Croissant rouge, constamment confrontés aux souffrances humaines qui animent leurs efforts.

Les 600 photographies ont été prises par des photographes de renom mondial tels que Werner Bischof, René Burri, Susan Meisellas, Henri Cartier-Bresson, Alexis Cordesse ainsi que par des membres du personnel de la Croix-Rouge. Il s'y trouvent également des photos personnelles prises par des migrants et des particuliers, ainsi que celles issues de l'agence Magnum Photos. L'exposition est le résultat de deux ans de recherches dans les collections du Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (MICR), du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et des Fédérations internationales des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR).

L'Histoire de la photographie commence avec son invention en 1839, elle est essentiellement liée à celle de la Croix-Rouge: ce ne fut que 25 ans plus tard, en 1864, que le Genevois Henry Dunant fonda la Croix-Rouge. Grâce à la photographie, il était possible, dès le début, de montrer des images de la misère dont se trouvait frappé un très grand nombre d'êtres humains dans le monde entier. C'est pour en grande partie grâce à l'image photographique qu'il fut possible, pour la Croix-Rouge dans ses débuts, d'engager de plus en plus de personnes à faire des dons et à contribuer ainsi à atténuer de grandes souffrances.



Jeunes auxiliaires de la Croix-Rouge au temps de la guerre hispano-américaine de 1898 (photo Archives CICR)

Les photos exposées sont groupées par thèmes selon leur objectif: celles en forme d'appel direct au soutien de la Croix-Rouge, des portraits de personnes en détresse, des images documentant les différentes interventions de secours ainsi que les témoignages visuels poignants de nombreuses victimes de conflits politiques et de catastrophes naturelles.

L'exposition s'étend sur trois étages: au rez-de-chaussée, on s'arrête face aux photos de la Première et de la Seconde Guerre mondiale visualisant la totalité de détresse et de misère qui y ravageait, ainsi que des affiches appelant aux dons pour les missions d'aide (notamment en faveur des enfants en détresse). Sur un grand

écran passent, en alternance, des photographies illustrant l'Histoire de la Croix-Rouge. Aux deux étages supérieures, nous sommes envahis d'une multitude d'images de grande expressivité – des victimes de la Grande famine en Russie (1922), complétées par celles de catastrophes alimentaires de date plus récente en Afrique, des assistants d'aide fabriquant des prothèses, des wagons de chemin de fer avec des enfants réfugiés pendant la Seconde Guerre mondiale, des victimes de tremblements de terre, par exemple en Grèce, en Inde et au Pakistan, ainsi que – manifestations de détresses plus récentes – de camps de réfugiés et de prisonniers de guerre. Et, de l'autre côté, ces photos documentant le

travail assidu de délégués du CICR, au Liban, au Yémen, au Libéria, en Haïti, au Soudan, en Iran et ailleurs. Un petit nombre d'images rappelle les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki illustrant leur puissance destructrice massive, inimaginable jusqu'alors. On se trouve également face aux images provenant de la guerre de Yougoslavie (1991–2001), des victimes des affrontements entre Hutus et Tutsis au Congo (1994) ainsi que des interventions de la Croix-Rouge dans le camp de prisonniers américain de Guantánamo.

En tant que visiteur, on s'étonne de l'ampleur et de la diversité des interventions humanitaires qui se poursuivent inlassablement aujourd'hui dans le monde entier. «L'exposition met en lumière un riche patrimoine photographique préservé dans notre pays. Elle reflète tous les enjeux du droit international humanitaire nous incitant à reconsidérer notre regard sur les images de conflits et de catastrophes naturelles qui nous inondent, chaque jour, en forme d'actualités», explique Pascal Hufschmid, directeur du musée du CICR à Genève et co-curateur de l'exposition.

La directrice de la Maison de la photographie, Isabelle Bitterli, guide les visiteurs à travers l'exposition. Elle commence par un aperçu de l'évolution de la photographie et démontre, à l'aide d'exemples, comment les photographies sont conçues, à différentes époques, de manière à informer le spectateur tout en l'interpellant émotionnellement. L'abondant catalogue de l'exposition donne un bon aperçu des nombreuses pièces exposées et de leur contexte historique, en images et en textes.

L'exposition qui, officiellement, dure jusqu'au 4 mai 2025 sera probablement prolongée jusqu'au 8 mai au moins, date de commémoration de la fin de la Seconde Guerre mondiale. •



(photo capture d'écran)



Manifestation de femmes dont des membres de la famille sont incarcérés, Gaza 2005 (photo Alan Meier)

Courrier des lecteurs

Le musée du CICR doit rester en Suisse

En tant que citoyen suisse, je m'oppose avec véhémence au projet de l'éloigner le Musée de la Croix-Rouge de Genève et de la Suisse même. Le Musée de la Croix-Rouge internationale à Genève est d'importance nationale, car il incarne le principe de neutralité suisse et soutient le rayonnement des relations diplomatiques envers d'autres pays. C'est un musée unique au monde, accessible à tous. C'est justement en ce moment qu'il doit rester ouvert, car le monde entier se trouve en ébullition, avec les guerres au Proche-Orient et les conflits ukrainiens-russes. Au lieu de dépenser 12 millions francs des fonds réalisés par nous autres contribuables pour une conférence de paix infructueuse au Bürgenstock, on pourrait les investir dans quelque chose de plus sensé, comme l'aide humanitaire, la neutralité et le respect du droit international. C'est pourquoi vouloir transférer ce musée du CICR de Genève à Abu Dhabi est une impertinence, et je tiens vivement à soutenir la motion du Conseil national visant à préserver le musée du CICR.

Georges Bösch, Sirmach TG

La tradition humanitaire de la Suisse

Au milieu de blocs de pouvoir qui s'arment massivement, l'Etat neutre est indispensable. A une époque où les guerres entre grandes puissances sont planifiées, où des manœuvres sont organisées partout (l'armée allemande, par exemple, s'exerce dans le Pacifique du Sud) et où l'on procède à un réarmement massif, il n'y a qu'une seule façon pour la Suisse: celle de continuer à mettre sa neutralité au service de sa tradition humanitaire. Le travail inestimable accompli par la Croix-Rouge suisse depuis 1863 est unique en son genre. Le CICR ne peut accomplir sa difficile mission dans le contexte des conflits que s'il bénéficie de la confiance des belligérants. Seule une politique de neutralité stricte, sans rattachement à des blocs de pouvoir, peut le garantir. La Suisse est une nation de volonté, composée de plusieurs cultures. Sans sa longue tradition de résoudre les conflits de manière non-violente, la Suisse n'existerait plus. Réunir les parties autour d'une table et élaborer des solutions d'égal à égal, tel est l'ADN de la Suisse. De même, grâce à sa longue tradition de «bons offices», la Suisse est mieux placée que tout autre pays pour mettre à disposition des médiateurs neutres bien formés.

Marianne Bürkli, Bronschhofen SG

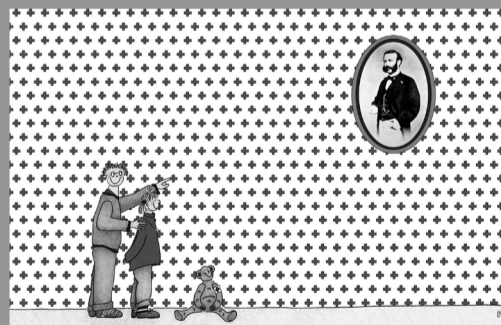
Inséré dans le quotidien des enfants d'aujourd'hui, le livre initie les jeunes lecteurs ou auditeurs de manière vivante au thème: illustré de couleurs vives, il raconte d'abord la rencontre de Lisa, six ans, de son cousin René, de leurs grands-parents et d'Amira, une jeune réfugiée d'Irak. Le fait que leur père soit porté disparu et recherché avec l'aide de la Croix-Rouge éveille l'intérêt des enfants et introduit la deuxième partie.

Le grand-père y raconte à ses petits-enfants l'histoire d'Henry Dunant et de la fondation de la Croix-Rouge. Soutenu par de nombreux documents photographiques, le grand-père fait revivre l'histoire de manière divertissante et passionnante en discutant avec les enfants.

Les informations historiques sont soigneusement vérifiées avec des experts de la CRS, du CICR et de la Société Henry Dunant et sont également très informatives pour les lecteurs adultes.

Qui est Henry Dunant?

Deux enfants découvrent l'histoire d'Henry Dunant et de la Croix-Rouge



Lisette Bors

ISBN 978-3-909234-08-09-7
96 pages, 21 images et 28 illustrations

A commander auprès de:

Horizons et débats
Case postale 247
CH-9602 Bazenhaid

E-mail: hd@zeit-fragen.ch,
abo@zeit-fragen.ch

Prix CHF 26.- / EUR 20.-

(frais d'envoi en sus)

«L'Hippopotame triste»: portée et teneur

par Eliane Perret

Ces derniers temps, tant de choses nous interpellent sur ce qui est à la base d'une vie en commun qui réussisse. C'est une coïncidence frappante que ce problème profond se cache souvent dans des livres pour enfants et adolescents, surtout s'ils les touchent dans leurs sentiments et les encouragent à réfléchir eux-mêmes (suivant leur âge) quelle serait leur contribution à eux en faveur d'une vie en commun en paix et en liberté. Leurs auteurs se désignent souvent par cette éthique pro-sociale qui voit en chaque être humain, déjà à sa naissance, une partie précieuse et inaliénable de cette grande famille qui constitue l'humanité.

Des courants irritants, des séductions à la mode...

Malheureusement de tels livres sont devenus rares, et souvent on doit avoir recours à des livres plus anciens, parfois épuisés (beaucoup d'entre eux ont été heureusement transférés d'une génération à l'autre). Ce qui plus est – signe de l'esprit du temps et de fausses théories qui sont répandues aujourd'hui – beaucoup d'albums et de livres pour enfants et adolescents inondent leurs lecteurs juvéniles de fantaisies grotesques ou agressives ou bien des idéologies aversives qui les invitent à un «programme de vie» loin de leurs proches, sur une voie solitaire et ainsi souvent malheureuse.

Mais j'ai eu de la chance. Fouillant une «caisse de trouvailles» à la sortie d'une bibliothèque de petite ville, l'illustration d'une couverture m'a frappée qui me semblait mal correspondre au titre «L'histoire de l'hippopotame triste» puisqu'elle représentait une multitude d'animaux se désaltérant paisiblement autour d'un abreuvoir tropique – ce qui a éveillé ma curiosité. Mais au fait – l'hippopotame était réellement triste parce qu'il était toujours occupé à se comparer avec les autres animaux – malheureusement à la négative, sans pitié, aboutissant au sentiment de représenter l'animal le plus insignifiant et le plus superflu de ce monde. Il aurait tellement préféré être capable, lui aussi, de faire des choses présumées excitantes dont excellait ses amis: marcher aussi loin que le zèbre, rugir aussi fort que le lion, mordre comme le crocodile, gicler de l'eau comme l'éléphant, glisser furtivement comme le guépard et goûter les feuilles tendres dans les cimes des arbres comme la girafe. Mais à tout cela, l'hippopotame constatait être exclu par sa constitution naturelle, cause de ses griefs constants. Je ne suis – pensait-il tristement – que tout simplement un hippopotame ennuyeux, planté dans son trou d'eau ennuyeux ne faisant rien que ruminer des nénuphars ennuyeux. Son existence ennuyante à ce point devait donc changer. «Je n'ai rien vu du monde, seulement ce vieux trou d'eau ennuyeux.» Et l'hippopotame de sortir de son trou d'eau et se mettre en route. Les animaux fréquentant son trou, ses amis, veulent l'arrêter chacun à sa façon. Mais en vain – et maintenant?

S'identifier et se mettre à la place de l'autre

Une telle histoire centrée sur la question de son identité évoque la réflexion chez les enfants déjà (les petits aussi bien que les grands!). Elle est soutenue par les images d'animaux magistralement personnalisés dans leurs qualités, images qui facilitent à l'enfant de s'identifier aux protagonistes et leurs situations de vie. A nous adultes aussi, de telles histoires nous réchauffent le cœur en nous offrant une passerelle directe envers le plaisir qui consiste à entamer des discussions avec des enfants (et plus tard des adolescents), une sorte très naturelle de «parler philosophie». Qu'est-ce qui tracasse l'hippopotame? Comment pourrait-on l'aider? Qu'est-ce qui me plaît en lui et qu'est-ce qu'il sait faire de spécialement bien? Et quant à moi-même? Que voudrais-je bien savoir, faire et apprendre? Quel est mon côté fort? Qui suis-je dans le fond?

Simple et exigeant à la fois

Ça me fait plaisir bien sûr d'avoir trouvé un beau livre d'images qui s'occupe de façon désinvolte et compréhensive des questions urgentes qui se posent à nos enfants et d'adolescents ainsi que celles, incontournables, comment s'orienter dans notre vie en commun avec nos semblables. Beaucoup d'enfants et avant tout d'adolescents – souvent cachés derrière un comportement «cool» – ont beaucoup de doutes concernant leur conscience



Un symbole de la cohabitation pacifique: celle-ci ne peut réussir que sur la base de l'égalité de tous – les stratégies de pouvoir et l'indifférence au sort des autres s'y opposent. (image dans le livre)

d'eux-mêmes se posant constamment la question, souvent pénible: mais qui suis-je? Qu'est-ce que je sais faire? Quel est mon rôle, mon poids, ma signification dans mon entourage social? Et que vais-je devenir? De telles réflexions, les enfants et les adolescents se les posent quasiment perpétuellement. Dans ce processus, les adultes ont une tâche importante. Eux aussi peuvent et doivent se faire leurs propres réflexions en accompagnant ce processus à trouver son identité. Processus à la fois simple parce qu'il est inné à la nature humaine, et exigeant, notamment pour les adultes qui l'accompagnent, parce qu'il nécessite d'eux un regard clair et ferme, spécialement de nos jours.

Mes amis ont besoin de moi

Revenons donc à notre hippopotame envahi de doutes concernant son identité. Il essaie donc le monde, mais s'y enlève vite constatant que la terre ferme n'est pas vraiment son élément. Qui pouvait donc l'aider à se réorienter? Ses amis animaux se trouvent devant la difficulté qu'aucun entre eux ne puisse y arriver seul – ramener l'hippopotame dans son trou d'eau où ils aimaient tant lui rendre visite, chaque jour. Se souvenant du fait que la force collective prime celle d'un seul, ils se mettent ensemble pour le reconduire à leur trou d'eau – excellente idée! Se mettre ensemble, ne pas s'occuper seulement de soi-même, s'engager pour autrui et impliquer les autres dans ses problèmes à soi, n'est-ce pas beaucoup plus prometteur que de vouloir copier ces quelques-uns qui emploient leurs talents et leurs forces uniquement pour leurs intérêts à eux, restant indifférents au destin de leurs semblables – addicts au modèle de l'ordre néolibéral du monde? C'est pour cette raison que le problème de la petite communauté de nos animaux est en même temps celui de l'humanité! Pour les animaux fréquentant le trou de l'hippopotame, il était évident ce qui était à faire – le persuader de son importance, en lui affirmant, chacun de sa part: «Nous avons justement besoin de toi. Qui mangerait les roses aquatiques envahissantes le trou? Qui tiendrait propre le trou d'eau pour que tous les animaux puissent boire?» Et ils offrent à l'hippopotame de lui montrer tout ce qu'il voudrait bien apprendre – rugir comme un lion, gicler de l'eau comme un éléphant, se déplacer furtivement comme un léopard. La girafe a descendu le sommet d'un arbre pour le laisser goûter aux feuilles. Le conseil des animaux se transforma donc en rencontre à titre égal pour chacun. L'hippopotame comprit qu'il était un membre également accepté et important d'une assez grande communauté, en sa capacité de fournir une contribution indispensable et importante à ses amis. «Qui habite près d'un trou d'eau n'est jamais vraiment seul. Les autres savent peut-être faire des choses excitantes – mais personne ne peut manger aussi bien les roses aquatiques comme moi» déclare-t-il en cons-

tat final, réconcilié avec sa vie et les autres. Et curieusement, les feuilles désirées d'en haut, offertes par la girafe, il ne les trouvait plus aussi bonnes – qui s'en étonnera?

Prise psychologiquement, on peut comprendre cette petite histoire ravissante comme un processus de quête de soi-même, d'un processus d'individuation réussie, avant tout en ce que l'hippopotame a pu vivre et renforcer le sentiment de son efficacité sociale. Il se rend compte de sa valeur pour autrui et fait ainsi un pas décisif dans sa conscience de lui-même. La petite histoire offre donc l'occasion, adaptée à l'âge d'enfant, à un entretien approfondi si l'occasion se prête, sur le sens de la vie et de la vie d'ensemble de nous tous.

Qui suis-je? – question souvent épineuse pour les adolescents

En regardant le livre d'images je ne pensais pas seulement à des petits enfants mais aussi à nombre d'adolescents que j'ai connus et qui m'ont fait réfléchir au cours de mon travail, ainsi en classe que dans mon cabinet de psychologue. Au courant de leurs premières années scolaires, beaucoup d'entre eux se trouvaient exposés à de difficultés variées, soit liées à l'apprentissage ou bien parce que leur comportement empêchait la poursuite de cours sans dérangements. Un autre entourage scolaire était souvent devenu nécessaire. C'est précisément eux qui sont confrontés à la question de leur propre importance et leur acceptation dans leur peer-group.

Leurs pierres d'achoppements dans leur passé constituaient une difficulté en plus pesant sur leur conscience d'eux-mêmes, souvent assombrie par leurs doutes d'être un membre respecté du groupe. Mais ils se sont mis en route (il ne faut pas sous-estimer leur courage et celui des enseignants et de leur habilité pédagogique pour l'entreprendre en commun) en quête de leur valeur et de leur identité. Beaucoup d'entre eux doutent d'eux-mêmes, concernant leur apparence aussi: trop grand, trop petit, trop gros, trop mince, le nez mal formé, les yeux faisant défaut de ce bleu de violettes, les cheveux «ciboulette»... Mais une chose était claire: ils avaient tous besoin de nous, en tant qu'adultes restant de leur côté, calmes et confiants, les accompagnant, les encourageant dans cette phase exigeante de leur vie. Dans le passé, parce qu'ils leur manquaient de modèles, des directives et de l'accompagnement, quelques-uns avaient été des consommateurs assidus de chaînes comme YouTube, notamment adhérents de variés «influenceurs» admirés parmi les peer-groups – sous l'influence donc d'un style de vie qui a tendance de les éloigner de leurs proches et du monde réel. Ils ont donc pris l'attitude d'admirer, souvent sans critique et de bonne foi, les façades digitales de leurs idoles leur miroitant une existence brillante mais dénuée de toute substance. En comparaison avec les photos embellies artificiellement dans les médias ils ne pouvaient que se sentir insignifiants, superflus (comme l'hippopotame

triste) se sanctionnant ainsi par eux-mêmes. Par exemple *Eva* qui était tout le temps en discordance avec sa corpulence et se tenait pour infiniment bête, et *Mirko* qui détestait sa jolie tête pleine de boucles et essayait de les lisser avec beaucoup de gel, ou bien *Nadia* qui s'était même installée sur son propre canal YouTube et avait passé beaucoup de temps à modifier ses photos en attente de followers qui l'admiraient (et ce à l'aide de *photoshop* et pareils qui avaient comme résultat que ses photos étaient dénouées de tout son rayonnement naturel admirable). Je les garde tous dans ma mémoire, appréciés comme des adolescents magnifiques ayant eu le courage de vouloir apprendre à juger de beaucoup de choses autrement qu'avant et de les changer aussi si nécessaire.

«Best friends» – honnêtes, secourables et fiables

Ce qui était intéressant pour moi étaient les valeurs jugées avoir de l'importance pour «mes» adolescents dans leurs relations. Qu'est-ce qui faisait, à leurs yeux, de les ranger au tant que «best friends» dont ils rêvaient? A cette question, lors de nos entretiens, je voulais trouver des réponses. J'étais étonnée de ce qu'ils se souhaitaient, malgré l'influence permanente par les idoles fabriquées et admirées par les médias, concernant leurs amis: ils devaient être serviable, fiables, honnêtes et drôles et – se réjouir lorsque quelqu'un réussissait bien quelque chose. Dans le fond comme dans l'histoire de l'hippopotame triste... Je ne pouvais que les soutenir dans ces critères! Je savais que la voie qui les y amène leur demanderait beaucoup, car l'amitié a besoin de prendre et de donner mutuellement. Mais ils nommaient d'emblée des points cruciaux pour l'être humain: le désir profond d'occuper une place immuable dans le foyer intérieur d'autrui, dans leur entourage proche et éloigné. Jusqu'à présent, ils avaient souvent éprouvé le manque de pouvoir s'appuyer sur les relations stables réciproques et de trouver ainsi une orientation intérieure comment vivre. Et, pour penser plus loin, ils articulaient de cette façon leur besoin de protection de ce qui domine la vie moderne, c'est à dire l'ingérence invasive de facteurs extérieurs dans leurs domaines personnels. Leur insécurité, leur zèle de se faire respecter par les autres, les a souvent laissés sans défense face à la contrainte de confier, à l'anonymat, des choses personnelles, ce avant tout dans les réseaux sociaux, sans se rendre compte qu'on leur prenait de cette façon le droit à une sphère personnelle privée.

Une vie commune à valeur égale et en paix

Ce qui est apparent dans la vie avec des enfants et des adolescents vaut également pour les adultes. Il s'agit du sentiment de l'attachement social – de relations de confiance entre les êtres humains entre eux, comme le prouvent des résultats scientifiques sérieuses, de façon multiple. Cette qualité de confiance sociale est la base de la santé psychique, condition majeure pour le déploiement d'une personnalité individuelle stable. Ce ne sont pas seulement les enfants et les adolescents qui ont ce désir profond d'entrer en contact réciproques avec leurs semblables et d'avoir des amis (même si ce désir se cache parfois derrière des comportements déconcertants, dans des cas extrêmes avec des aspects psychiatriques). En fin de compte il s'agit toujours de la confiance en les autres êtres humains et de la sécurité d'être apprécié en tant qu'être humain précieux, même si on défend une opinion déviante. Ce n'est pas toujours facile, parce qu'on doit peut-être prendre en compte que son vis-à-vis s'exprime de façon dédaigneuse ou qu'il rompt même la relation. Ce n'est pas chose facile de surmonter ces obstacles (pas seulement pour les enfants et les adolescents). Mais surtout de nos jours, il est nécessaire pour tenir le coup face aux séductions politiques, de voir clair dans les stratégies de pouvoir et de garder la tête froide. Pour tenir le coup, il faut une assimilation des valeurs universelles à sa propre culture, auxquelles on s'oriente. Tout aussi important est la connaissance et l'estime des contributions préalables de générations anciennes et le respect devant les techniques d'autres cultures. C'est seulement de cette façon qu'une vie d'ensemble en paix est possible. Tout commence par l'échange – peut-être animé par des images comme celles de l'hippopotame triste. •